



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales

NIMES, le 15 NOV. 2013

Bureau des procédures environnementales
Réf : CAR n°461/AP/2013-1233

ARRETE PREFECTORAL N° 13-178N

**autorisant la SAS GUINTOLI
à exploiter une carrière de roche massive calcaire,
une installation de traitement des matériaux extraits
et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes
sur le territoire de la commune de SAINT LAURENT LA VERNEDE
au lieu-dit « Bois de St Laurent »**

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code minier ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2011-2018 du 29.12.2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23.01.1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09.02.2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 06.07.2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31.07.2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°00-097 du 11.04.2000 approuvant le schéma départemental des carrières du Gard ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013095-0002 du 05.04.2013 relatif à une demande d'autorisation de défrichement sur le territoire communal de St-LAURENT-LA-VERNEDE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2013 de prorogation du délai à statuer ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Laurent La Vernède dans sa séance du 10 juin 2013 d'approbation de la 1ère révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;
- Vu la demande en date du 20 décembre 2011 déposée en préfecture le 23 décembre 2011, complétée le 23 février, le 2 mars, le 15 mars et le 25 juillet 2012, présentée par M. Emmanuel GAUTIER, agissant en qualité de Directeur France Carrières de la Société GUINTOLI ;
- Vu le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise débutée le 05.11.2012 et clôturée le 05.12.2012 à la mairie de St-LAURENT-LA-VERNEDE ;
- Vu l'avis du 26.04.2012 du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard ;

Hôtel de la Préfecture – 10 avenue Feuchères – 30045 NIMES CEDEX 9
Tél : 0.820.09.11.72 (0,118 € / minute depuis une ligne fixe) – Fax : 04.66.36.00.87 – www.gard.gouv.fr

- Vu l'avis du 11.05.2012 du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé, délégation territoriale du Gard ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc-Roussillon, en date du 1^{er} juin 2012 ;
- Vu l'avis du 21.09.2012 du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt - Etablissement National des Produits de l'Agriculture et de la Mer (ENPAM) ;
- Vu l'avis du 17.10.2012 du Directeur de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de POUGNADORESSSE dans sa séance du 17.10.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de St-ANDRE-D'OLERARGUES dans sa séance du 30.10.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de St-LAURENT-LA-VERNEDE dans sa séance du 12.11.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de CAVILLARGUES dans sa séance du 19.11.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de LA BASTIDE D'ENGRAS dans sa séance du 19.11.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de St-MARCEL-DE-CAREIRET dans sa séance du 26.11.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de SABRAN dans sa séance du 27.11.2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de VERFEUIL dans sa séance du 14.12.2012 ;
- Vu l'avis du 11.01.2013 du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ;
- Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 10 janvier 2013 reçus en préfecture le 16 janvier 2013 ;
- Vu l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 23 mai 2013 ;
- VU la transmission de l'avant-projet d'arrêté préfectoral valant propositions de l'inspection à l'exploitant le 19 septembre 2013 ;
- Vu l'avis de la formation dite "des carrières" de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) dans sa séance du 3 octobre 2013 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 8 octobre 213 et la lettre de l'exploitant du 16 octobre 2013 ;
- Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Considérant que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que les engagements de l'exploitant contenus dans son dossier de demande et notamment les études d'impact et de dangers, sont complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation conformément à l'article L 512-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures prévues par le volet paysager et la remise en état de l'étude d'impact, notamment exploitation en "dent creuse" par gradins descendants, talutage et végétalisation au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, ...sont de nature à limiter l'impact visuel ;

Considérant que les dispositions pour éviter la pollution des eaux, notamment des deux aquifères principaux distincts sur le secteur (aquifère poreux des sables cénomaniens et aquifère karstique des calcaires barémiens à faciès urgonien), adoption de mesures spécifiques liées à la présence d'engins de chantier, limitation des stockages d'hydrocarbures et équipement des cuves de bacs de rétention, recyclage intégral des eaux de lavage des sables..., sont de nature à prévenir ce risque ;

Considérant que l'étude hydrogéologique fait apparaître que les conditions d'exploitation de la carrière n'auront aucun impact significatif sur les eaux superficielles et un impact négligeable sur les eaux souterraines, que ce soit qualitativement ou quantitativement ;

Considérant que les mesures prévues pour assurer la sécurité du public : interdictions d'accès aux zones dangereuses, sont de nature à prévenir les risques ;

Considérant que les mesures prévues pour éviter les inconvénients de voisinage : utilisation de dispositifs d'abattage et de confinement des poussières, arrosage des pistes pour limiter les émissions de poussières, exploitation de la carrière « en dent creuse », utilisation de matériels conformes à la réglementation sur les émissions sonores... sont de nature à prévenir ces inconvénients ;

Considérant que les mesures prévues dont une partie est rappelée ci-dessus contribueront, aussi, à limiter l'impact sur l'agriculture, les milieux naturels, les équilibres biologiques, la flore, la faune, les biens matériels et le patrimoine culturel ;

Considérant que les installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée, notamment eu égard à leur nature et à leur importance, aux mesures prévues dans l'étude d'impact en partie rappelées ci-dessus, aux engagements de l'exploitant complétés par les prescriptions du présent arrêté, n'auront pas d'effet sur l'hygiène, la santé et la salubrité publique ;

Considérant que les dispositions de remise en état proposées par l'exploitant dans son dossier, notamment réalisation de falaises calcaires à rapaces et chiroptères (avec de nombreuses anfractuosités), d'éboulis rocheux, pierriers et dalles calcaires pour reptiles et pelouses sèches, de tas de bois morts pour les insectes xylophages, d'espaces végétalisés ouverts,... sont de nature à permettre une réinsertion du site dans le milieu environnant et une intégration dans le paysage ;

Considérant que les mesures prévues pour limiter les impacts sur les milieux naturels, les équilibres biologiques, la flore et la faune et notamment la création d'une zone d'évitement, le contrôle de la circulation des engins, la réalisation des travaux suivant le calendrier écologique, les mesures pour la remise en état en partie citées ci-dessus sont de nature à prévenir ces inconvénients ;

Considérant que l'autorisation délivrée par le présent arrêté est compatible avec le Schéma Départemental des Carrières du Gard (SDC 30) ;

Considérant que l'article R 515-1 du code de l'environnement indique que *"dans le cas des carrières et de leurs installations annexes, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est consultée, pour l'application du présent titre, en lieu et place de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques."* ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

ARTICLE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES.....	6
Article 1.1. BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.2. DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
Article 1.3. NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
Article 1.3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	7
Article 1.3.2. Situation de l'établissement.....	7
Article 1.3.3. Consistance des installations autorisées.....	8
Article 1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	9
Article 1.5. GARANTIES FINANCIERES.....	9
Article 1.5.1. Obligation de garanties financières.....	9
Article 1.5.2. Montant des garanties financières.....	9
Article 1.5.3. Établissement des garanties financières.....	9
Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières.....	9
Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières.....	10
Article 1.5.6. Révision du montant des garanties financières.....	10
Article 1.5.7. Absence de garanties financières.....	10
Article 1.5.8. Appel des garanties financières.....	10
Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières.....	10
Article 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ	11
Article 1.6.1. Porter à connaissance.....	11
Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	11
Article 1.6.3. Équipements abandonnés.....	11
Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement.....	11
Article 1.6.5. Changement d'exploitant.....	11
Article 1.6.6. Cessation d'activité.....	11
Article 1.7. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	11
Article 1.7.1. Respect des autres législations et réglementations.....	11
Article 1.7.2. Protection du patrimoine archéologique.....	12
Article 1.7.3. Réglementation des installations non classables.....	12

ARTICLE 2. GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....	12
Article 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	12
Article 2.1.1. Dispositions générales.....	12
Article 2.1.1.1. Objectifs généraux.....	12
Article 2.1.1.2. Surveillance des installations.....	12
Article 2.1.1.3. Consignes d'exploitation.....	12
Article 2.1.1.4. Réserves de produits ou matières consommables.....	13
Article 2.1.1.5. Entretien et vérification des appareils de contrôle.....	13
Article 2.1.1.6. Voies et aires de circulation.....	13
Article 2.1.1.7. Règles de circulation.....	13
Article 2.1.2. Dispositions particulières.....	13
Article 2.1.2.1. Éloignement du voisinage.....	13
Article 2.1.2.2. Signalisation, accès, zones dangereuses.....	13
Article 2.1.2.3. Repère de nivellement et de bornage.....	13
Article 2.1.2.4. Protection des eaux.....	13
Article 2.1.2.5. Remblayage de la carrière.....	14
Article 2.1.3. Conformité aux plans et données techniques.....	14
Article 2.1.3.1. Schéma prévisionnel d'exploitation.....	14
Article 2.1.3.2. Installation de traitement de matériaux et station de transit.....	14
Article 2.2. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	14
Article 2.3. DANGER OU NUISANCE NON PREVENU.....	14
Article 2.4. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	14
Article 2.5. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	15
Article 2.5.1. Conformité au présent arrêté.....	15
Article 2.5.2. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	15
Article 2.6. BILANS ET RAPPORTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION.....	15
Article 2.6.1. Bilan environnement annuel.....	15
Article 2.6.2. Rapport annuel.....	16
ARTICLE 3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	16
Article 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	16
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	16
Article 3.1.2. Voies et aires de circulation.....	16
Article 3.1.3. Emissions diffuses et envois de poussières.....	16
Article 3.1.4. Dispositions particulières.....	17
Article 3.2. SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT.....	17
ARTICLE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	17
Article 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	17
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	17
Article 4.1.2. Alimentation en eau potable.....	18
Article 4.1.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	18
Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation.....	18
Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	18
Article 4.2. NATURE DES INSTALLATIONS.....	19
Article 4.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature "loi sur l'eau".....	19
Article 4.2.2. Autres dispositions.....	19
Article 4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	19
Article 4.3.1. Dispositions générales.....	19
Article 4.3.2. Aménagement des réseaux d'eau.....	20
Article 4.3.3. Plan des réseaux.....	20
Article 4.3.4. Entretien et surveillance.....	20
Article 4.3.5. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	20
Article 4.4. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES.....	20
DE REJET AU MILIEU.....	20
Article 4.4.1. Dispositions générales.....	20
Article 4.4.2. Eaux usées sanitaires.....	20
Article 4.4.3. Eaux de pluie.....	21

Article 4.4.4. Eaux industrielles.....	21
Article 4.4.5. Eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées.....	21
Article 4.4.6. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	21
Article 4.5. AUTRES DISPOSITIONS.....	21
ARTICLE 5. DECHETS.....	21
Article 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	21
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	21
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	22
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	22
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	22
Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	22
Article 5.1.6. Transport.....	22
ARTICLE 6. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	23
Article 6.1. DISPOSITIONS GENERALES.....	23
Article 6.1.1. Aménagements.....	23
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	23
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	23
Article 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	23
Article 6.2.1. Valeurs limites d'émergence.....	23
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limite de propriété.....	23
Article 6.2.3. Contrôle des niveaux acoustiques.....	23
Article 6.3. VIBRATIONS.....	24
Article 6.3.1. Vitesses particulières limites.....	24
Article 6.3.2. Mesures des vitesses particulières.....	24
ARTICLE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	24
Article 7.1. GENERALITES.....	24
Article 7.1.1. Localisation des risques.....	24
Article 7.1.2. Etat des stocks de produits dangereux.....	24
Article 7.1.3. Propreté des installations.....	25
Article 7.1.4. Contrôle des accès.....	25
Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement.....	25
Article 7.1.6. Étude de dangers.....	25
Article 7.1.7. Intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).....	25
Article 7.2. DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS.....	25
Article 7.2.1. Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion.....	25
Article 7.2.2. Interdiction des feux.....	25
Article 7.2.3. Installations électriques.....	26
Article 7.2.4. Protection contre les courants de circulation.....	26
Article 7.3. DISPOSITIFS DE PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX.....	26
Article 7.3.1. Généralités.....	26
Article 7.3.2. Réentions.....	26
Article 7.3.3. Fuite accidentelle de liquides sur engins.....	27
Article 7.4. DISPOSITIFS D'EXPLOITATION.....	27
Article 7.4.1. Installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.....	27
Article 7.4.2. Abattage à l'explosif.....	28
ARTICLE 8. PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE.....	28
ARTICLE 9. RÉHABILITATION - LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS.....	28
Article 9.1. MAÎTRISE DES IMPACTS PAYSAGERS PENDANT L'EXPLOITATION.....	28
Article 9.1.1. Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation.....	28
Article 9.1.1.1. Déboisement, défrichage.....	28
Article 9.1.1.2. Technique de décapage.....	28
Article 9.2. RÉHABILITATION DU SITE À L'ARRÊT DES INSTALLATIONS.....	29

Article 9.2.1. Dispositions générales.....	29
Article 9.2.2. Usage ultérieur du site.....	29
Article 9.2.3. Mesures de réhabilitation du site.....	29
Article 9.3. PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE.....	30
Article 9.4. SANCTIONS DE NON CONFORMITÉS DE RÉHABILITATION.....	30
ARTICLE 10. CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA STATION DE TRANSIT DE PRODUITS MINERAUX ET DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES ET A L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATERIAUX.....	30
ARTICLE 11. AUTRES DISPOSITIONS.....	30
Article 11.1. INSPECTION DES INSTALLATIONS.....	30
Article 11.1.1. Inspection de l'administration.....	30
Article 11.1.2. Contrôles particuliers.....	30
Article 11.2. COMMISSION LOCALE DE L'ENVIRONNEMENT.....	30
Article 11.3. TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES.....	31
Article 11.4. ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION	31
Article 11.5. INFORMATION DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	31
ARTICLE 12. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITÉ - EXÉCUTION.....	31
Article 12.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	31
Article 12.2. PUBLICITÉ.....	31
Article 12.3. COPIES.....	32
Article 12.4. EXÉCUTION.....	32

ARRÊTE

ARTICLE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PRÉALABLES

Article 1.1. BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS GUINTOLI, dont le siège social est situé au parc d'activités de Laurade – 13103 St-ETIENNE-DU-GRES, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le présent arrêté et le cas échéant, de ses annexes techniques, à exploiter :

- une carrière de roche massive calcaire,
- une installation de traitement de matériaux,
- une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes,
- des installations connexes, définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité,

sur le territoire de la commune de St-LAURENT-LA-VERNEDE, au lieu-dit "bois de St Laurent".

Article 1.2. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter la carrière de roche massive calcaire est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03.06.2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Article 1.3. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Activité	Rubrique	Régime
Exploitation de carrières	2510 -1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée des installations étant supérieure à 550 kW (1 300 kW)	2515-1-a	Autorisation
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m ² (110 000 m ²)	2517-1	Autorisation
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence - coefficient 1) distribué étant inférieur à 100 m ³ (volume FOD distribué : 170 m ³ - coefficient 1/5 : 34 m ³)	1430/1435	Non classable
Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de stockage étant inférieure à 5 000 m ³ (1 584 m ³)	2516	Non classable
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables de 2e catégorie visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ (stockage de Fuel Oil Domestique - coefficient 1/5 - en réservoirs de 20 m ³ => capacité équivalente totale = 4 m ³)	1430/1432	Non classable
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. La surface de l'atelier étant inférieure à 2000 m ² (200 m ²)	2930	Non classable

Article 1.3.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles, section et lieux-dits suivants mentionnés sur le plan cadastral :

commune	section	Lieu-dit	n°	Surface totale	Surface demandée
Saint-Laurent-la-Vernède	A	« Bois de Saint-Laurent »	39pp	18 ha 30 a 00 ca	6 ha 95 a 80 ca
			50pp	15 ha 69 a 00 ca	10 ha 39 a 80 ca
			51pp	1 ha 70 a 00 ca	1 ha 15 a 70 ca
			52pp	16 ha 75 a 00 ca	7 ha 55 a 80 ca
			53pp	2 ha 40 a 00 ca	58 a 30 ca
			Voie communale n° 1 dite de Saint-Laurent-la-Vernède à Saint-Marcel-de-Careiret		1 ha 51 a 25 ca
TOTAL				58 ha 35 a 25 ca	27 ha 00 a 00 ca

pp : pour partie (parcelle concernée pour partie par le projet)

Un extrait du plan cadastral au 1/5000° est annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 1.3.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Exploitation de roche massive calcaire

Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire, sont les suivantes :

- une surface totale de 270 000 m² comprenant :
 - . une zone d'extraction de 182 500 m²
 - . une zone dédiée aux installations de traitement et aux stockages de 75 000 m²
 - . une zone de délaissés réglementaires de 12 500 m²
- un volume de découverte de 400 000 m³
- un volume du gisement à exploiter de 7 500 000 m³ (d=2,4)
- un volume de matériaux commerciaux de 6 750 000 m³
- une cote de fond de 215 m NGF
- une production moyenne annuelle extraite de 420 000 tonnes
- une production moyenne annuelle commercialisable de 400 000 tonnes
- une production maximale annuelle extraite de 525 000 tonnes
- une production maximale annuelle commercialisable de 500 000 tonnes
- une épaisseur maximale du gisement exploité de 75 m
- une durée de 30 ans

Installations de traitement des matériaux

Des installations mobiles sont utilisées pendant les trois premières années :

- une installation de concassage-criblage de 1 221 kW de puissance composée principalement de :
 - 1 primaire avec 1 concasseur à percussion et 2 cribles ;
 - 1 secondaire avec 1 concasseur à percussion et 1 crible à 2 étages ;
 - 1 tertiaire avec 1 concasseur à percussion à axe vertical et 1 crible à 3 étages ;
- une installation de traitement mobile des stériles d'exploitation par chaulage de 61,2 kW de puissance composée principalement de :
 - un malaxeur qui permet le mélange des stériles avec la chaux ;
 - un groupe de dosage en eau qui permet d'ajouter de l'eau au besoin (si les stériles sont trop secs pour favoriser la floculation de l'argile) ;
 - un silo hermétiquement fermé pour le stockage de la chaux (32 m³).

Ces deux installations mobiles sont ensuite remplacées par une installation de traitement fixe de 1 300 kW de puissance composée principalement de :

- 1 primaire avec 1 scalpeur, 1 concasseur à percussion et 2 cribles (3 étages + 2 étages) ;
- 1 secondaire avec 1 concasseur à percussion et 2 cribles à 2 étages ;
- 1 tertiaire avec 1 concasseur à percussion et 2 cribles à 2 étages
- 1 unité fixe de traitement mobile des stériles d'exploitation par chaulage aux mêmes caractéristiques que l'unité de chaulage mobile citée ci-dessus.

Ces installations traitent la roche massive calcaire. Des matériaux inertes externes issus de chantiers du BTP sont accueillis sur le site. La fraction recyclable est valorisée en granulats dans les installations. La fraction non valorisable est mise en remblai sur le fond de l'excavation sur lequel est recréé un sol.

Autres installations

Une station de transit de matériaux extraits et traités et de déchets inertes externes issus du BTP est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 110 000 m² :

- 50 000 m² dédiés aux stockages associés à la zone des installations de traitement (d'une superficie totale de 75 000 m² dont 25 000 m² occupés par l'installation de traitement, les installations annexes, les pistes, le bassin incendie...),
- 20 000 m² pour le stockage de terres de décapage sur l'aire dédiée située à l'ouest de la zone dédiée aux installations de traitement et aux stockages associés,
- 40 000 m² en carrière pour les bruts d'abattage et quelques autres stocks de terres de découverte, de stériles et de matériaux inertes externes en attente de réutilisation pour la remise en état.

Un forage d'une profondeur de 200 m est prévu pour capter l'eau avec un débit de 10 à 15 m³/h. L'eau est nécessaire au lavage des sables, à l'arrosage des pistes, à l'abattage des poussières et aux usages domestiques. La consommation estimée s'élève à 28 500 m³/an au maximum.

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R 512-32 du code de l'environnement.

Article 1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant : étude d'impact (mesures envisagées afin de supprimer, limiter et - si possible - compenser les inconvénients et risques des installations faisant l'objet de la présente autorisation), étude hydrogéologique, étude paysagère, étude floristique et faunistique, étude concernant les tirs de mines , ...

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 1.5. GARANTIES FINANCIERES

Article 1.5.1. Obligation de garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R 516-2 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement susvisé.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Les montants minimums retenus pour la constitution des garanties financières sont indiqués ci-dessous :

Phase d'exploitation	Période	Montant en € TTC
Phase n° 1	0 - 5 ans	479 504
Phase n° 2	5 - 10 ans	567 882
Phase n° 3	10 - 15 ans	721 489
Phase n° 4	15 - 20 ans	773 087
Phase n° 5	20 - 25 ans	763 806
Phase n° 6	25 - 30 ans	748 094

Les plans quinquennaux des garanties financières sont fournis en annexe 2.

Article 1.5.3. Établissement des garanties financières

Dès la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31.07.2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est : 6,81 (TP01 août 2011).

Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins six mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Afin d'attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel l'arrêté ministériel du 31.07.2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant actualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09.02.2004 modifié sus visé, au montant de référence figurant dans le présent arrêté préfectoral, pour la période considérée.

La formule d'actualisation est :

$$C_n = C_R \cdot \left(\frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}_R}{1 + \text{TVA}_0} \right)$$

C_R : montant de référence des garanties financières

C_n : montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral

Index₀ : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières

TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2009 soit 0,196

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 1.5.6. Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.6.1 du présent arrêté.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Les éléments à fournir par le pétitionnaire ou par l'exploitant pour l'établissement du montant de référence des garanties financières sont précisés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 09.02.2004 modifié sus visé.

Article 1.5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 de ce code. Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- dans les cas de non remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ,
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-74 et R512 39-1 à R512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

Toute demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, l'usage à prendre en compte est la restitution de la vocation naturelle initiale du site avec :

- des espaces ouverts de prairies et pelouses sèches et d'éboulis rocaillieux et des espaces plus fermés avec landes et corridors et bosquets boisés développés sur un sol reconstitué sur des talus et modelés topographiques recréés en stériles d'exploitation sur les fronts résiduels d'exploitation,
- et des espaces ouverts de prairies et pelouses sèches parsemés de petits bosquets boisés, de pierriers et tas de bois morts, de dalles calcaires et de mares temporaires créées dans des dépressions modelées et étanchées avec les stériles d'exploitation marno-argileux sur un sol reconstitué sur le fond de fouille et les plates-formes de traitement partiellement remblayées avec des remblais inertes ultimes extérieurs,

afin de former un ensemble cohérent aux fortes potentialités écologiques et bien intégré en matière de paysage.

Il est prévu que le futur gestionnaire du site réaménagé soit la commune de St-LAURENT-LA-VERNEDE, propriétaire de l'intégralité des terrains concernés par les installations autorisées par le présent arrêté.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article (restitution de la vocation naturelle initiale du site).

Article 1.7. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Article 1.7.1. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire, ni autorisation de défricher.

Sans préjudice des prescriptions figurant dans le présent arrêté, restent applicables notamment :

- l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières,
- l'arrêté ministériel du 23.01.1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 06.07.2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Article 1.7.2. Protection du patrimoine archéologique

Toute découverte de vestiges pouvant intéresser l'art, l'histoire ou l'archéologie, doit, en application de l'article L 531-14 du Titre III du Livre V du code du patrimoine, immédiatement être signalée aux services de l'archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) LANGUEDOC-ROUSSILLON.

Article 1.7.3. Réglementation des installations non classables

Les prescriptions des arrêtés-types n°1432, 1435, 2516 et 2930 dont les textes sont applicables aux dépôts et activités non classables visées à l'article 1.3.1.

ARTICLE 2. GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Article 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Dispositions générales

Article 2.1.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.1.2. Surveillance des installations

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que leur exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans les installations et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 2.1.1.3. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou du matériel contenant des substances dangereuses,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS),
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident...

Article 2.1.1.4. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 2.1.1.5. Entretien et vérification des appareils de contrôle

Les appareils de mesures, d'enregistrement et de contrôle doivent être surveillés et entretenus de façon à les maintenir, en permanence, en bon état de fonctionnement.

Article 2.1.1.6. Voies et aires de circulation

Les bâtiments et dépôts doivent être facilement accessibles par le Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

La participation de l'exploitant à l'entretien des chemins départementaux et communaux fait l'objet d'une convention avec les instances administratives, départementales ou communales concernées.

Article 2.1.1.7. Règles de circulation

Les produits pulvérulents sont transportés dans des citernes.

Pour le transport des autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, le chargement devra recevoir un arrosage adéquat avant sa sortie de la carrière, sauf si le véhicule est bâché.

L'exploitant vérifiera par ailleurs, dans le cas de produits susceptibles de se répandre sur la chaussée, que le chargement est en dessous du niveau des ridelles et que la porte arrière des bennes est convenablement fermée.

Article 2.1.2. Dispositions particulières

Article 2.1.2.1. Éloignement du voisinage

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 2.1.2.2. Signalisation, accès, zones dangereuses

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé.

En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage de déchets inertes, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 2.1.2.3. Repère de nivellement et de bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 2.1.2.4. Protection des eaux

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à L. 211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 2.1.2.5. Remblayage de la carrière

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets inertes peuvent être admis dans l'installation.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

Les matériaux extérieurs, issus de chantiers du BTP ; admis sur le site sont exclusivement :

Rubrique de la nomenclature déchets	Famille de déchet de la nomenclature déchets	Intitulé
17 01 01	17. Déchets de construction et de démolition	Bétons
17 01 02		Briques
17 01 03		Tuiles et céramiques
17 01 07		Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques
17 02 02		Verre
17 05 04		Terres et pierres (y compris déblais) hors terres et pierres provenant de sites contaminés
20 02 02	20. Déchets municipaux	Terres et pierres provenant de jardins et de parcs publics ou privés

La fraction recyclable est valorisée en granulats dans les installations. La fraction non valorisable est mise en remblai sur le fond de l'excavation et sur lequel sera recréé un sol.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Article 2.1.3. Conformité aux plans et données techniques

Article 2.1.3.1. Schéma prévisionnel d'exploitation

La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande afin de tenir compte des dispositions du présent arrêté.

Les plans de phasage quinquennaux de l'exploitation, de remblaiement et de remise en état sont annexés au présent arrêté (annexes 3 et 4).

Article 2.1.3.2. Installation de traitement de matériaux et station de transit

L'installation de traitement de matériaux et la station de transit seront disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande, en tenant compte des dispositions du présent arrêté.

Article 2.2. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant, est aménagé et maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3. DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 2.4. INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.5. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.5.1. Conformité au présent arrêté

Avant mise en service des installations, les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises.

Avant la mise en service, l'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

Cette vérification doit prendre la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 2.5.2. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les informations sur les produits mis en œuvre,
- les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité-environnement,
- le plan d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés :
 - . les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
 - . les bords de la fouille,
 - . les gradins,
 - . les stockages de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière,
 - . les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (bords de fouille, gradins, fond de fouille, ...),
 - . les zones remises en état,
 - . les zones qui seront remises en végétation dans le courant de l'année suivante,
 - . la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

- les plans d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure,
- les rapports des visites et audits,
- les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux,
- les consignes prévues dans le présent arrêté,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.6. BILANS ET RAPPORTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

Article 2.6.1. Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en ce qui concerne notamment les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées) ainsi que - le cas échéant - la masse annuelle des émissions de polluants.

L'exploitant transmet, dans le même délai, par voie électronique, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 2.6.2. Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, résultats et analyse critique des mesures des retombées de poussières sédimentables dans l'environnement, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé,...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

ARTICLE 3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.

Les produits de ces dépoussiérages sont traités en fonction de leurs caractéristiques.

Les émissions à l'atmosphère ne peuvent avoir lieu qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitements implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. A défaut d'être confinées ou captées et canalisées comme prévu ci-dessus, les poussières sont humidifiées à leurs points d'émission, au besoin à l'aide d'adjuvants spécifiques.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature sont construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envois de poussières.

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Voies et aires de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, etc.), revêtues d'un enduit bitumineux (ou autre produit équivalent), et convenablement nettoyées,
- les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules non revêtues d'un enduit bitumineux (ou autre produit équivalent) font l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...),
- les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant n'entraînent pas d'envois ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.3. Emissions diffuses et envois de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants par ailleurs satisfont la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour le silo de stockage de la chaux...).

Le stockage des autres produits en vrac sont réalisés dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception, de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il est procédé à leur humidification, si nécessaire, pour limiter les envols par temps sec.

Article 3.1.4. Dispositions particulières

L'exploitant met en œuvre différentes mesures afin de limiter les émissions à la source et l'envol des poussières :

- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site,
- un dispositif d'arrosage automatique composé d'un réseau d'asperseurs fixes répartis sur toute la zone de traitement et de stockage qui sera piloté par un programmeur,
- une voie de sortie et un parcours commercial interne revêtus d'enrobés empêchant tout soulèvement de poussières sur un linéaire de 300 m environ et tout dépôt de poussières au-delà sur la voirie publique,
- un portique d'arrosage placé entre le pont bascule et la voie de sortie revêtue d'enrobés pour asperger le chargement des bennes et humidifier les matériaux (de plus, les bennes des camions chargés de sable seront bâchées),
- un dispositif d'arrosage mobile composé d'un camion citerne d'eau (présent en permanence sur le site) pour asperger la piste principale entre la zone de traitement et la carrière et les pistes secondaires sur le carreau ainsi que les gradins d'exploitation,
- un dispositif d'abattage des poussières par aspiration/filtration sur la foreuse,
- un dispositif d'abattage des poussières par bardage et aspiration/filtration sur les installations de criblage-concassage secondaire et tertiaire ; le dispositif d'aspiration/filtration comprendra un filtre à manches avec décolmatage automatique des fines de dépoussiérage (ces fillers seront stockés dans un silo avant réutilisation dans les installations de traitement pour la fabrication de granulats),
- un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau sur la trémie d'alimentation, les cribles, les concasseurs, les convoyeurs transportant des matériaux concassés pulvérulents et les points de jetées des matériaux,
- des goulottes de rejet en sortie de convoyeurs des matériaux fins,
- des capotages de cribles et de convoyeurs,
- le stockage des sables en silos,
- un filtre à manches sur l'évent de mise à l'air libre du silo de stockage de la chaux.

Article 3.2. SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en œuvre un réseau de mesures des retombées de poussières sédimentables. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure pourront être confiées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant.

En tout état de cause, ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME.

Le réseau de surveillance des retombées de poussières sédimentables dans l'environnement est constitué par 6 capteurs mis en place suivant le plan joint en annexe 5.

Une plaquette supplémentaire pourra être placée au sein des bâtiments du Monastère de Solan sous réserve de l'accord des propriétaires.

Cette implantation pourra, au besoin, être adaptée en accord avec l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les conditions suivantes :

Un prélèvement annuel d'eau souterraine de 28 500 m³ maximum (dont 70% environ utilisés pour l'appoint en eau du dispositif de recyclage des eaux de lavage des matériaux et 30% environ utilisés pour l'abattage des poussières et les besoins domestiques du personnel).

Article 4.1.2. Alimentation en eau potable

Le site disposera d'un approvisionnement en eau potable pour les usages sanitaires.

Article 4.1.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans le milieu de prélèvement.

Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau feront l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du code de la santé publique (articles R 1321 et suivants). Ils ne pourront pas être utilisés préalablement à l'obtention de cette autorisation.

Critères d'implantation et protection de l'ouvrage : Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

Réalisation et équipement de l'ouvrage : La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage :

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Abandon provisoire : En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe).

La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

Abandon définitif : Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de - 5 m jusqu'au sol).

Article 4.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 4.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature "loi sur l'eau"

Les installations visées par les rubriques de la nomenclature "loi sur l'eau" sont les suivantes :

Rubrique	Opération concernée	Régime
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieur à 20 ha (27 ha)	Autorisation
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (forage d'eau pour le lavage des matériaux et l'abatage des poussières)	Déclaration
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (28 500 m ³ /an)	Déclaration

Article 4.2.2. Autres dispositions

Les dispositions des arrêtés des

- 11.09.2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau,
- 11.09.2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des « articles L. 214-1 à L. 214-3 » du code de l'environnement et relevant des rubriques « 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 » de la nomenclature loi sur l'eau,

s'appliquent au forage et au prélèvement visés ci-dessus.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de noter, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- les volumes prélevés,
- le cas échéant, le nombre d'heures de pompage,
- l'usage et les conditions d'utilisation,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les conditions de rejet de l'eau prélevée,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage.

Dans le cas où le niveau piézométrique des captages communaux alentours baisserait suite aux pompages de la carrière, des mesures de limitation de ceux-ci devront être prises.

Article 4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions de l'article 4.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.3.2. Aménagement des réseaux d'eau

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On doit distinguer en particulier les réseaux d'eaux pluviales externes, d'eaux pluviales internes, d'eaux de refroidissement, d'eaux de purges, d'eaux industrielles et d'eaux sanitaires, notamment à l'aide de couleur différente conformément à la norme NFX 08-100.

Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire doivent être protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du code de la santé publique. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite. Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible.

Article 4.3.3. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.4. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte, de transfert des effluents ainsi que les ouvrages de stockage des eaux sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.3.5. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Isolement avec les milieux : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 4.4. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1. Dispositions générales

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Article 4.4.2. Eaux usées sanitaires

Les eaux usées domestiques (sanitaires du personnel) devront être traitées par un dispositif d'assainissement non collectif, préalablement validé par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) localement compétent, au regard de la réglementation en vigueur.

Ce dispositif d'assainissement non collectif (fosse étanche) devra faire l'objet d'une vidange régulière par une entreprise spécialisée.

Article 4.4.3. Eaux de pluie

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité. Elles s'accumuleront au point bas de l'exploitation réalisée "en dent creuse".

Article 4.4.4. Eaux industrielles

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux (lavage des sables) à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Aucun floculant ne sera utilisé.

Article 4.4.5. Eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées

L'exploitant doit s'assurer que les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

L'exploitant doit procéder, si l'étude d'impact en montre la nécessité, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets et des terres non polluées.

Article 4.4.6. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Les rejets d'eaux dans le milieu naturel doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les Matières En Suspension Totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872),
- la Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101). Dans le cas de teneurs basse, inférieure à 30 mg/l, la norme EN 15705 est utilisable),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 – norme NF EN ISO 11423-1, dès sa parution la norme X PT 90124 devra être utilisée à la place de la norme NF EN ISO 11423-1).

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/ Pt/l (norme NF EN ISO 7887).

Article 4.5. AUTRES DISPOSITIONS

L'exploitation sera tenue hors d'eau. Le niveau de base d'exploitation, fixé à 215 m NGF, se tiendra à 65 m minimum du Niveau des Plus Hautes Eaux (NPHE) souterraines déterminé à 150 m NGF. La zone de traitement et de stockage se situera quant à elle à 125 m minimum du NPHE.

Afin de limiter l'impact de l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines, les mesures de protection proposées dans l'étude hydrogéologique BERGA SUD du 21.06.2011 seront mises en œuvre :

- limitation des stockages d'hydrocarbures et équipement des cuves de bacs de rétention, ravitaillement et entretien du matériel uniquement sur les aires étanches équipées d'un caniveau de collecte, relié à un système de séparation des hydrocarbures,
- équipement des engins par des produits absorbants permettant, en cas de fuite accidentelle, de récupérer les hydrocarbures et de les envoyer vers un centre de traitement (procédure d'intervention d'urgence en cas de pollution),
- exploitation hors d'eau,
- réalisation du forage dans les règles de l'art...

L'exploitant devra veiller à ce que ces eaux chargées ne pénètrent pas dans des fissures ouvertes avant décantation, au point bas de l'exploitation qui sera réalisée en "dent creuse". En cas de découverte de figures karstiques ouvertes sur le fond de carreau, l'exploitant devra les colmater dans les règles de l'art afin d'éviter toute infiltration accidentelle d'effluent polluant.

ARTICLE 5. DECHETS

Article 5.1. PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation,
 - b) le recyclage,
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-195 à R 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 et L 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29.02.2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R 541-49 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14.06.2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 6. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 6.1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoenne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23.01.1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement sont applicables.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. Valeurs limites d'émergence

Au sens de l'arrêté ministériel du 23.01.1997 modifié précité, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A, du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

- zones à émergence réglementée :

- . l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- . les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- . l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

A l'exception des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limite de propriété

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

- diurne :

- . 65 dB(A) en limite Nord,
- . 55 dB(A) en limite Sud,
- . 65 dB(A) en limite Est,
- . 55 dB(A) en limite Ouest.

- nocturne : absence d'activité.

Article 6.2.3. Contrôle des niveaux acoustiques

Un contrôle des niveaux acoustiques est effectué dès le démarrage des installations et au moins une fois par an.

Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23.01.1997 modifié précité.

Article 6.3. VIBRATIONS

Article 6.3.1. Vitesses particulières limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANQUE DE FREQUENCE en Hz	PONDERATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments, les antennes de télécommunication, les réservoirs d'eau.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 6.3.2. Mesures des vitesses particulières

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié lors de chaque tir réalisé sur la carrière, au niveau des constructions avoisinantes.

Pour chaque tir de mine un plan de tir sera établi et fera apparaître :

- la zone de tir repérée par ses coordonnées,
- le nombre et la position des trous de mines,
- le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel on non électrique,
- la charge des trous,
- la charge unitaire instantanée.

Sur les enregistrements recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure de tir,
- la référence de l'enregistrement,
- les vitesses particulières,
- le lieu d'enregistrement,
- la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 7.1. GENERALITES

Article 7.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 7.1.2. Etat des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Article 7.1.3. Propreté des installations

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 7.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Les mesures destinées à réduire les risques concernent, notamment :

- l'interdiction d'accès du public aux zones dangereuses de la carrière (mise en place de clôture ou de dispositif équivalent et signalement du danger par des panneaux),
- l'entretien des engins pour éviter des fuites accidentelles d'hydrocarbures,
- le stockage des hydrocarbures notamment sur cuvettes de rétention,
- l'entretien et le ravitaillement des engins, en carburant, sur des aires prévues à cet effet,
- la mise en place de kit anti-pollution dans les engins en vue de réagir rapidement en cas de fuite accidentelle,
- la mise en place d'extincteurs dans les engins,
- l'utilisation des explosifs en particulier en ce qui concerne les risques de projections.

Article 7.1.7. Intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation", une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2. DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.2.1. Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portable par exemple) doit exister sur le site, et être tenu à la disposition du personnel.

Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, ...) seront affichées à proximité de ce moyen de communication.

Une attention particulière devra être apportée à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé (consigne permanente auprès de l'exploitant).

Les consignes sont affichées.

Le débroussaillage est étendu à l'extension sur une bande de 10 mètres sur le pourtour extérieur du site d'exploitation.

Un plan détaillé positionnant les installations est affiché à l'entrée du site.

Article 7.2.2. Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 7.2.3. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre à la réglementation en vigueur.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Article 7.2.4. Protection contre les courants de circulation

Les équipements métalliques (réservoirs, cuve, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Est considéré comme "à la terre" tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 20 ohms.

Ces mises à la terre sont faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créés en vue de la protection des travailleurs par application de la réglementation en vigueur.

Une consigne précise la périodicité des vérifications des prises de terre et la continuité des conducteurs de mise à la terre.

Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets des courants de circulation.

Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne doivent pas constituer des sources de danger.

Article 7.3. DISPOSITIFS DE PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

Article 7.3.1. Généralités

Des dispositions appropriées doivent être prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconque puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et doivent faire l'objet de consignes particulières.

Les récipients fixes de produits inflammables, toxiques ou dangereux doivent porter de manière très lisible, sur un support inaltérable, la quantité stockée, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 7.3.2. Rétentions

Le ravitaillement et l'entretien du matériel sont réalisés uniquement sur les aires étanches équipées d'un caniveau de collecte, relié à un système de séparation des hydrocarbures.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.3.3. Fuite accidentelle de liquides sur engins

Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin, avec utilisation de produits absorbants disponibles dans les engins permettant, en cas de fuite accidentelle, de récupérer les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent pas être rejetés et doivent être éliminés comme les déchets.

Article 7.4. DISPOSITIFS D'EXPLOITATION

Article 7.4.1. Installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement

Les déchets inertes et les terres non polluées, sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...).

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets,
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets,
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19.04.2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

Article 7.4.2. Abattage à l'explosif

L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant doit définir un plan de tir.

L'exploitant doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs (interdiction d'accès aux zones dangereuses,...).

Les dispositions prévues par l'étude de risques de projections réalisée par le Bureau EGIDE Environnement en date du 06.12.2011 puis expertisée par M. Michel KISLO Expert Consultant, doivent être respectées.

Parmi les mesures prévues figure la mise en place d'une zone tampon comprise entre 110 mètres et 180 mètres de la RD 6, où l'exploitation doit être effectuée impérativement à l'aide de tirs en nappe.

Par ailleurs, des mesures d'évacuation de personnes et de condamnation d'accès aux abords de l'exploitation situés dans un périmètre de sécurité défini, sont prévues pendant les tirs de mines. Les tirs seront réalisés pendant la période de fermeture de la déchetterie. Les chemins d'accès inclus dans ce périmètre de sécurité seront fermés.

Les tirs de mines doivent avoir lieu les jours ouvrables.

ARTICLE 8. PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE

Les préconisations de l'expertise habitats naturels, flore et faune réalisée au niveau du site et ses abords et jointe au dossier de demande d'autorisation doivent être strictement respectées.

Les préconisations de l'évaluation des incidences du projet au regard des objectifs de conservation du réseau Natura 2000 (Zone de Protection Spéciale "garrigues de Lussan") et jointe au dossier de demande d'autorisation doivent être strictement respectées, notamment les mesures de réduction proposées suivantes :

- évitement de la zone débroussaillée au sud est, accueillant la nidification d'un couple de buzzard cendré,
- contrôle de la circulation des engins motorisés sur le chemin au nord du site pour préserver des stations floristiques : ce chemin ne sera pas utilisé,
- limitation de la diffusion anarchique de la poussière émanant de l'exploitation du projet : en plus des dispositions rappelées à l'article 3, des barrières naturelles seront créées en périphérie de la carrière,
- limitation des éclairages abusifs, les horaires de fonctionnement courants étant de 7h00 à 18h00, du lundi au vendredi sauf jours fériés,
- adaptation de la phase de travaux de défrichement au calendrier écologique (novembre à février, période présentant le moins d'impacts): les phasages d'abattage, de défrichement et d'enlèvement des déchets de végétaux ont été définis pour respecter cette mesure,
- remise en état naturelle des lieux avec de fortes potentialités écologiques,
- création d'un corridor favorable aux chiroptères : le déplacement en périphérie ouest du chemin qui traverse le site permettra d'y répondre,
- mise en place d'un dispositif pluriannuel de suivi et d'évaluation, confié à des écologues experts, des atteintes de la création et de l'exploitation de la carrière et de la recolonisation de celle-ci par les espèces d'oiseaux.

ARTICLE 9. RÉHABILITATION - LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS

Article 9.1. MAÎTRISE DES IMPACTS PAYSAGERS PENDANT L'EXPLOITATION

Article 9.1.1. Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation

Le développement dans le temps des travaux d'exploitation et simultanément des travaux de remise en état paysagère est fixé selon les plans de phasage quinquennaux de l'exploitation, de remblaiement et de remise en état annexés au présent arrêté (annexes 3 et 4).

Les phases successives d'exploitation et de réhabilitation doivent être conduites de façon à :

- . limiter à tout moment l'étendue et l'impact sur l'environnement, notamment du point de vue paysager,
- . permettre la mise au point de la méthode optimale de réhabilitation (choix de matériaux, essences végétales, sols, ...).

L'importance des extractions, des aires à impact visuel important, doit rester limitée en toutes circonstances aux valeurs définies dans les plans prévisionnels d'exploitation et de remise en état.

Article 9.1.1.1. Déboisement, défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Article 9.1.1.2. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 9.2. RÉHABILITATION DU SITE À L'ARRÊT DES INSTALLATIONS

Article 9.2.1. Dispositions générales

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé.

En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant cette utilisation ultérieure.

Conformément à l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières la remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter a été renouvelée.

Article 9.2.2. Usage ultérieur du site

Conformément aux indications de l'étude d'impact, en fin d'exploitation, l'usage à prendre en compte est la restitution de la vocation naturelle initiale du site avec :

- des espaces ouverts de prairies et pelouses sèches et d'éboulis rocaillieux et des espaces plus fermés avec landes et corridors et bosquets boisés développés sur un sol reconstitué sur des talus et modelés topographiques recréés en stériles d'exploitation sur les fronts résiduels d'exploitation,
- et des espaces ouverts de prairies et pelouses sèches parsemés de petits bosquets boisés, de pierriers et tas de bois morts, de dalles calcaires et de mares temporaires créées dans des dépressions modelées et étanchées avec les stériles d'exploitation marno-argileux sur un sol reconstitué sur le fond de fouille et les plates-formes de traitement partiellement remblayées avec des remblais inertes ultimes extérieurs,

afin de former un ensemble cohérent aux fortes potentialités écologiques et bien intégré en matière de paysage.

Article 9.2.3. Mesures de réhabilitation du site

Sont prévus pour restituer le site au milieu naturel et l'intégrer dans le paysage :

- des falaises calcaires à rapaces et chiroptères (avec de nombreuses anfractuosités),
- des éboulis rocheux, pierriers et dalles calcaires pour reptiles et pelouses sèches,
- des tas de bois morts pour les insectes xylophages,
- des mares temporaires pour batraciens,
- des corridors boisés pour le déplacement à couvert des chiroptères et de la petite faune,
- des espaces végétalisés ouverts (type clairière sur prairies et pelouses sèches) propices à l'installation d'Aristoloches pistoloques et de Céphalaires à fleurs blanches, plantes-hôtes respectives de la Proserpine et du Damier de la succise, ponctués de bosquets d'arbres et d'arbustes à baies pour l'avifaune dont le Busard cendré et le Circaète Jean-le-Blanc...

Une bâtisse ruinée en pierres sèches et des structures creuses façon arbres morts pour les chiroptères sont mis en place.

Les modelés et talus seront confectionnés par recouvrement des gradins résiduels d'exploitation et du fond de fouille avec les stériles d'exploitation non valorisables du site et par déstructuration de la partie supérieure des fronts résiduels d'exploitation.

Le fond de fouille sera remblayé avec des remblais inertes ultimes d'origine externe sur une épaisseur variable en fonction des apports réels en matériaux inertes externes.

Environ 1 350 000 m³ de remblais seront nécessaires dont :

- 750 000 m³ environ seront issus du site (stériles d'exploitation et terres de découverte),
- 600 000 m³ environ, proviendra de l'extérieur.

Ces remblais seront répartis de la manière suivante :

- 450 000 m³ seront employés au remblaiement du fond de fouille jusqu'à la cote moyenne de 220 m NGF (soit sur une épaisseur d'environ 5 m, dont 4 m en inertes externes environ sous 1 m de sol reconstitué avec les terres de découverte du site),
- 750 000 m³ seront utilisés à la constitution des talus et modelés sur les gradins résiduels d'exploitation (constitués avec les stériles d'exploitation et terres de découverte du site),
- 150 000 m³ seront utilisés à la confection de la piste Nord-Sud (piste qui deviendra un corridor de transit pour la faune, et notamment les chiroptères, et qui sera constituée avec les matériaux inertes externes).

Entre 600 000 et 750 000 m³ de remblais seront importés (20 000 à 25 000 m³ par an), le volume recueilli conditionnera, l'épaisseur de la couche en fond de fouille (l'épaisseur de 4 m citée ci-dessus pourra varier de 3 à 5 m). Ces remblais pourront être mis en place en fond de fouille dès la 2ème phase quinquennale d'exploitation, la cote minimale d'extraction de 215 m NGF aura, selon les prévisions, été atteinte sur une surface d'un hectare.

Il sera ensuite procédé à la végétalisation du site (ensemencement et plantation) suivant le plan de remise en état.

Article 9.3. PHASAGE DE RÉHABILITATION DU SITE

Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état précité.

La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les plans de phasage quinquennaux de l'exploitation, de remblaiement et de remise en état (annexes 3 et 4) présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 1.5.2.

Les opérations de remise en état prévues à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.

Article 9.4. SANCTIONS DE NON CONFORMITÉS DE RÉHABILITATION

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état du site, constituée après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 10. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA STATION DE TRANSIT DE PRODUITS MINÉRAUX ET DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES ET A L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 06.07.2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées, sont applicables.

ARTICLE 11. AUTRES DISPOSITIONS

Article 11.1. INSPECTION DES INSTALLATIONS

Article 11.1.1. Inspection de l'administration

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui seront effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieures puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 11.1.2. Contrôles particuliers

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, de vibrations, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) analyses et études soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

Article 11.2. COMMISSION LOCALE DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant tient informé de l'évolution des travaux et de leur conformité au présent arrêté une Commission Locale de l'Environnement, créée à cet effet.

Cette commission, présidée par le Maire de St-LAURENT-LA-VERNEDE, est notamment composée :

- de représentants du conseil municipal,
- de représentants de l'exploitant,
- de représentants d'associations désignées par le Maire,
- de toutes autres personnes désignées par le Maire, le cas échéant.

La Commission Locale de l'Environnement se réunira au moins une fois par an à l'initiative de son président.

Article 11.3. TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES

L'exploitant est soumis à la taxe générale sur les activités polluantes mentionnée à l'article L 151-1 du code de l'environnement susvisé.

Article 11.4. ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration pourra juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

Article 11.5. INFORMATION DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le chef d'établissement informe du présent arrêté le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

ARTICLE 12. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITÉ - EXÉCUTION

Article 12.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article L. 514-6 du code de l'environnement

I. Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'État précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. Abrogé.

III. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R 514-3-1 du code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12.2. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement, une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de Saint Laurent La Vernède et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la SAS GUINTOLI.

Un avis au public sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SAS GUINTOLI dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Cet arrêté est consultable sur le site internet départemental de l'Etat dans le Gard (www.gard.gouv.fr).

Article 12.3. COPIES

Copie du présent arrêté, notifié par la voie administrative au pétitionnaire, est adressée :

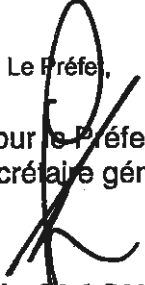
. au maire de SAINT LAURENT LA VERNEDE, spécialement chargé d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité ;

. à chaque conseil municipal consulté, à savoir : CAVILLARGUES, FONTARECHE, LA BASTIDE D'ENGRAS, POUGNADORESSSE, SABRAN, St-ANDRE- D'OLERARGUES, St-MARCEL-DE-CAREIRET et VERFEUIL.

Article 12.4. EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) LANGUEDOC-ROUSSILLON - Unité Territoriale Gard-Lozère, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS) - délégation territoriale du Gard, le Maire de SAINT LAURENT LA VERNEDE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nîmes, le **15 NOV. 2013**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général

Denis OLAGNON

PLAN CADASTRAL



Légende

-  Limites du projet
-  Zone d'évitement du Busard cendré

Source: Cadastre

1:5 000





PLAN DES GARANTIES FINANCIERES PHASE 1 : DE 0 A 5 ANS

Compagnie de Saint Laurent
14, rue de (50)
QUINTOLI SAS

- LECH (C) CURECO
- LECH (C) REPETITION
- SE1 : Equipement de base
- SE2 : Equipement de confort
- SE3 : Equipement de confort
- SE4 : Equipement de confort
- SE5 : Equipement de confort
- SE6 : Equipement de confort
- SE7 : Equipement de confort
- SE8 : Equipement de confort
- SE9 : Equipement de confort
- SE10 : Equipement de confort
- SE11 : Equipement de confort
- SE12 : Equipement de confort
- SE13 : Equipement de confort
- SE14 : Equipement de confort
- SE15 : Equipement de confort
- SE16 : Equipement de confort
- SE17 : Equipement de confort
- SE18 : Equipement de confort
- SE19 : Equipement de confort
- SE20 : Equipement de confort
- SE21 : Equipement de confort
- SE22 : Equipement de confort
- SE23 : Equipement de confort
- SE24 : Equipement de confort
- SE25 : Equipement de confort
- SE26 : Equipement de confort
- SE27 : Equipement de confort
- SE28 : Equipement de confort
- SE29 : Equipement de confort
- SE30 : Equipement de confort
- SE31 : Equipement de confort
- SE32 : Equipement de confort
- SE33 : Equipement de confort
- SE34 : Equipement de confort
- SE35 : Equipement de confort
- SE36 : Equipement de confort
- SE37 : Equipement de confort
- SE38 : Equipement de confort
- SE39 : Equipement de confort
- SE40 : Equipement de confort
- SE41 : Equipement de confort
- SE42 : Equipement de confort
- SE43 : Equipement de confort
- SE44 : Equipement de confort
- SE45 : Equipement de confort
- SE46 : Equipement de confort
- SE47 : Equipement de confort
- SE48 : Equipement de confort
- SE49 : Equipement de confort
- SE50 : Equipement de confort
- SE51 : Equipement de confort
- SE52 : Equipement de confort
- SE53 : Equipement de confort
- SE54 : Equipement de confort
- SE55 : Equipement de confort
- SE56 : Equipement de confort
- SE57 : Equipement de confort
- SE58 : Equipement de confort
- SE59 : Equipement de confort
- SE60 : Equipement de confort
- SE61 : Equipement de confort
- SE62 : Equipement de confort
- SE63 : Equipement de confort
- SE64 : Equipement de confort
- SE65 : Equipement de confort
- SE66 : Equipement de confort
- SE67 : Equipement de confort
- SE68 : Equipement de confort
- SE69 : Equipement de confort
- SE70 : Equipement de confort
- SE71 : Equipement de confort
- SE72 : Equipement de confort
- SE73 : Equipement de confort
- SE74 : Equipement de confort
- SE75 : Equipement de confort
- SE76 : Equipement de confort
- SE77 : Equipement de confort
- SE78 : Equipement de confort
- SE79 : Equipement de confort
- SE80 : Equipement de confort
- SE81 : Equipement de confort
- SE82 : Equipement de confort
- SE83 : Equipement de confort
- SE84 : Equipement de confort
- SE85 : Equipement de confort
- SE86 : Equipement de confort
- SE87 : Equipement de confort
- SE88 : Equipement de confort
- SE89 : Equipement de confort
- SE90 : Equipement de confort
- SE91 : Equipement de confort
- SE92 : Equipement de confort
- SE93 : Equipement de confort
- SE94 : Equipement de confort
- SE95 : Equipement de confort
- SE96 : Equipement de confort
- SE97 : Equipement de confort
- SE98 : Equipement de confort
- SE99 : Equipement de confort
- SE100 : Equipement de confort

Compartiments L'habitail 03 - Mobilierment 100%

100% Micro 2011

X=1817600

X=1817200

X=1817800

X=1817400

X=1817500

X=1817800

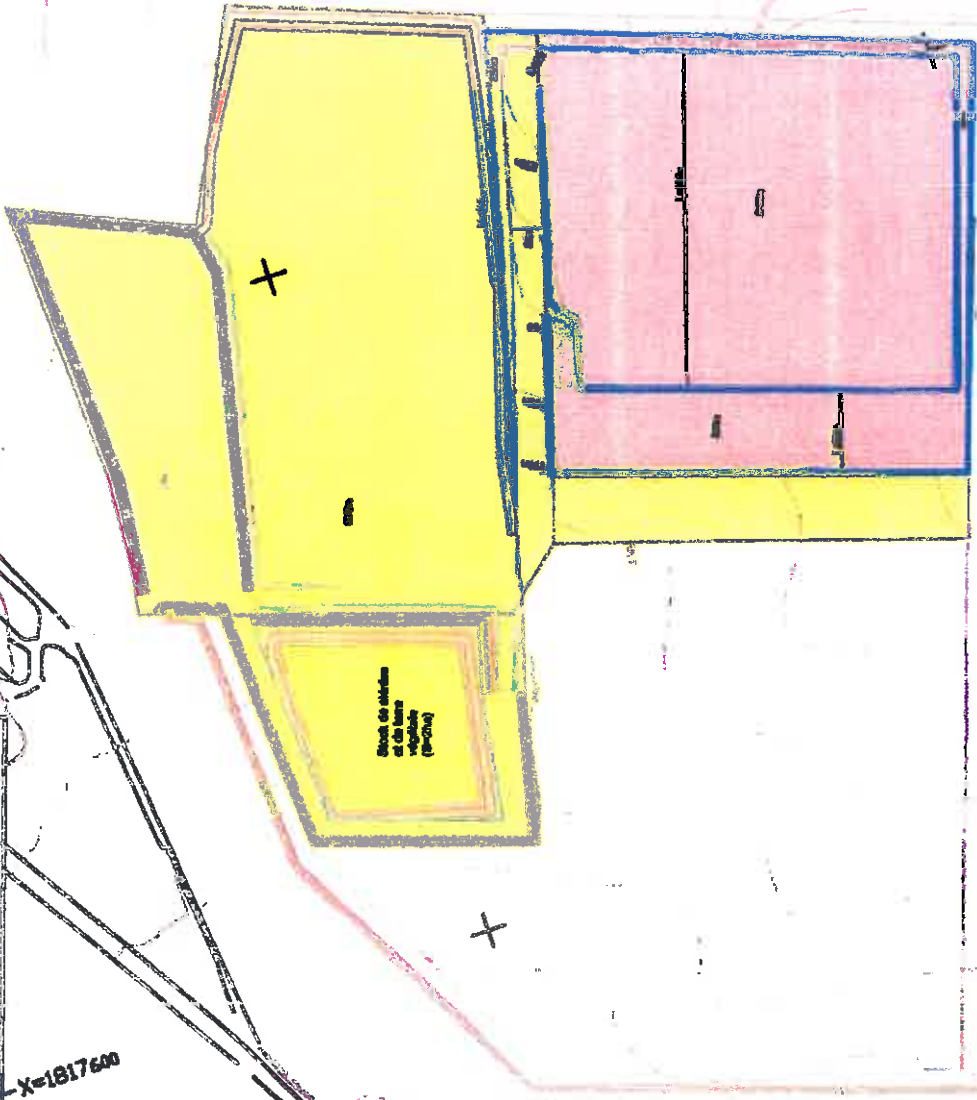
X=1818000

X=1818300

X=1817600

X=1817200

X=1817500



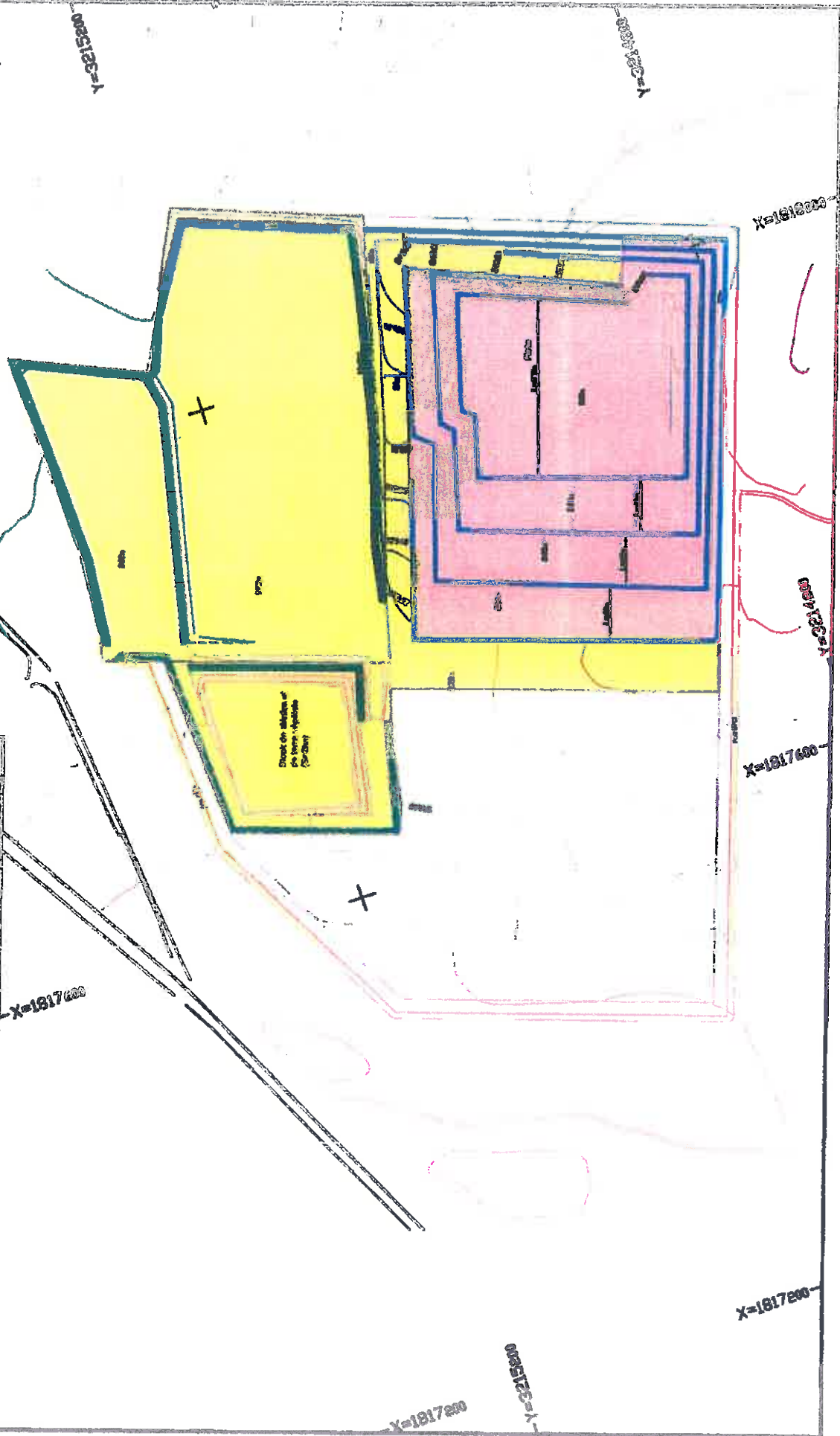


PLAN DES GARANTIES FINANCIERES PHASE 2 : DE 5 A 10 ANS

Commune de Saint-Laurent
la Vermès (30)
CAINTOLI SAS

- Affect de la commune
- Affect de l'établissement
- 1) Bâtiments de la commune
- 2) Bâtiments de la commune
- 3) Bâtiments de la commune
- 4) Bâtiments de la commune

Échelle 1:1000
Coordonnées Lambert (93 - NAD83) 4627
27 Mars 2010



00001232-X-Y

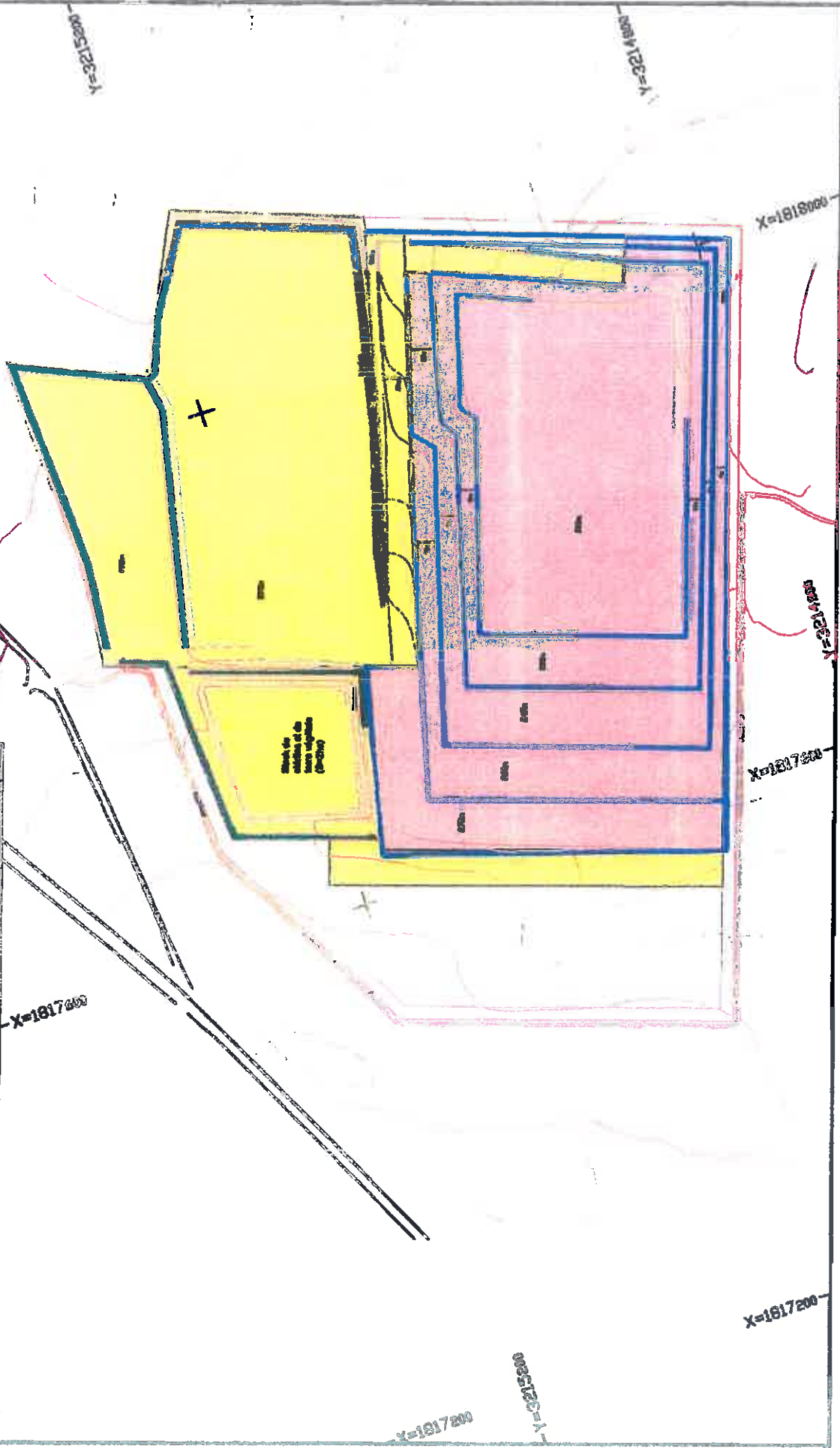


PLAN DES GARANTIES FINANCIERES PHASE 3 : DE 10 A 15 ANS

Communauté de Saint Laurent
la Verrière (30)
QUANTOLI SAS

- Lignes de la Garantie
- Lignes de Propriété
- Lignes de Garantie de 10 à 15 ans
- Lignes de Garantie de 15 à 20 ans
- Lignes de Garantie de 20 à 25 ans
- Lignes de Garantie de 25 à 30 ans
- Lignes de Garantie de 30 à 35 ans
- Lignes de Garantie de 35 à 40 ans
- Lignes de Garantie de 40 à 45 ans
- Lignes de Garantie de 45 à 50 ans
- Lignes de Garantie de 50 à 55 ans
- Lignes de Garantie de 55 à 60 ans
- Lignes de Garantie de 60 à 65 ans
- Lignes de Garantie de 65 à 70 ans
- Lignes de Garantie de 70 à 75 ans
- Lignes de Garantie de 75 à 80 ans
- Lignes de Garantie de 80 à 85 ans
- Lignes de Garantie de 85 à 90 ans
- Lignes de Garantie de 90 à 95 ans
- Lignes de Garantie de 95 à 100 ans

Coordonnées Lambert 103 - Mètre/second 1000



Communauté de Saint-Laurent
la Verrière (50)
QUINTOLI SAS

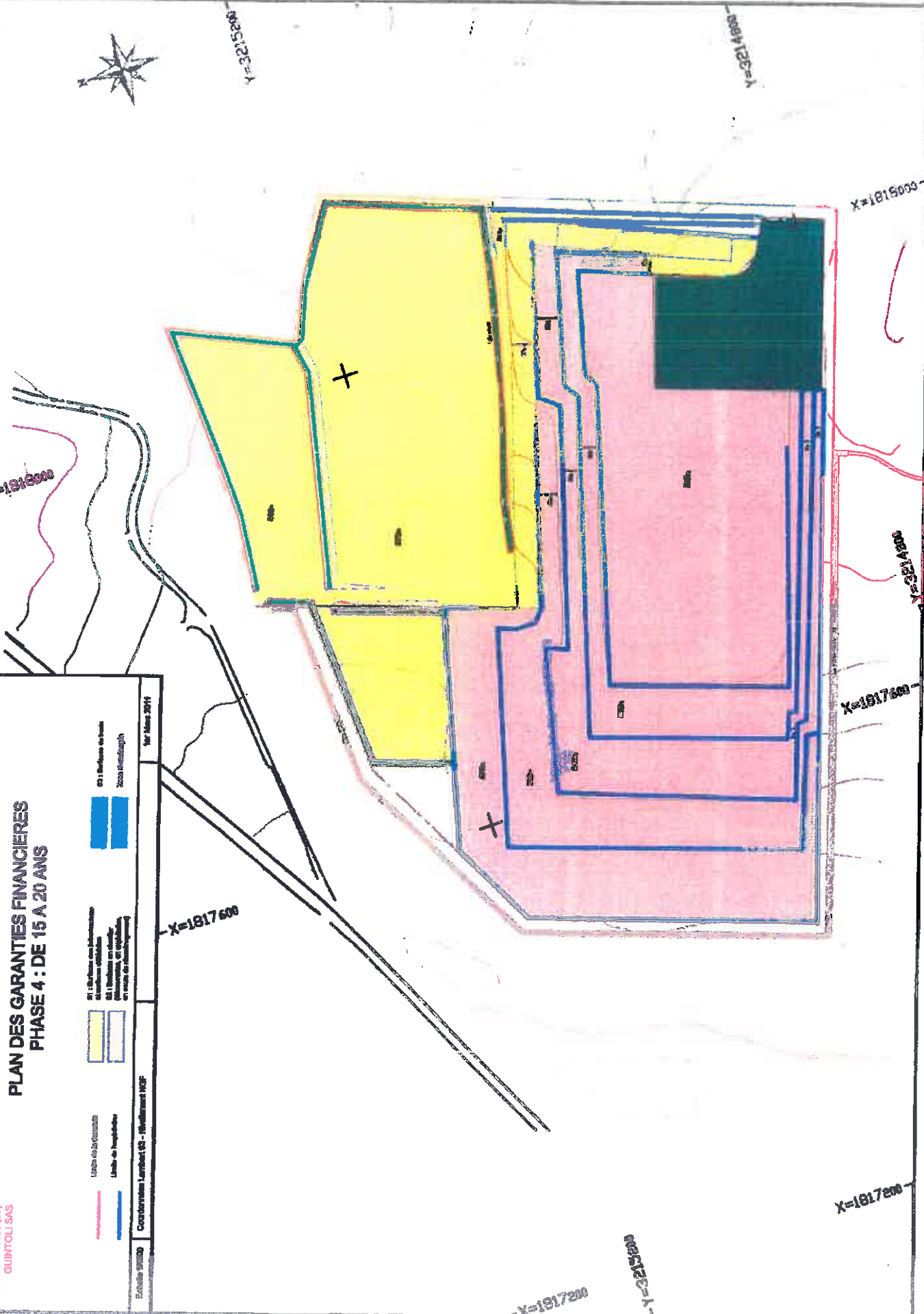
PLAN DES GARANTIES FINANCIÈRES PHASE 4 : DE 15 A 20 ANS

-  Limites de la commune
-  Limites de la commune
-  Zone d'habitat individuel
-  Zone d'habitat collectif
-  Zone d'habitat individuel
-  Zone d'habitat collectif

Echelle 1/5000

Coordonnées Lambert 93 - Référentiel NADP

1er Mars 2011





X=1817500

X=1818000



**Commune de Saint-Laurent la Vernède (30)
QUINTOLI SAS**

**PLAN DES GARANTIES FINANCIERES
PHASE 5 : DE 20 A 25 ANS**

1er Mars 2011

	B1 : Surface des parcelles de surface bâties
	B2 : Surface au sol (terrasses, ensembles à usage de stockage)
	B3 : Surface des zones d'habitat
	B4 : Surface des zones d'habitat
	Coordonnées Lambert 93 - Nord-Est 1983
	Coordonnées Lambert 93 - Nord-Est 1983



X=1817000

X=1817500

Y=3214500



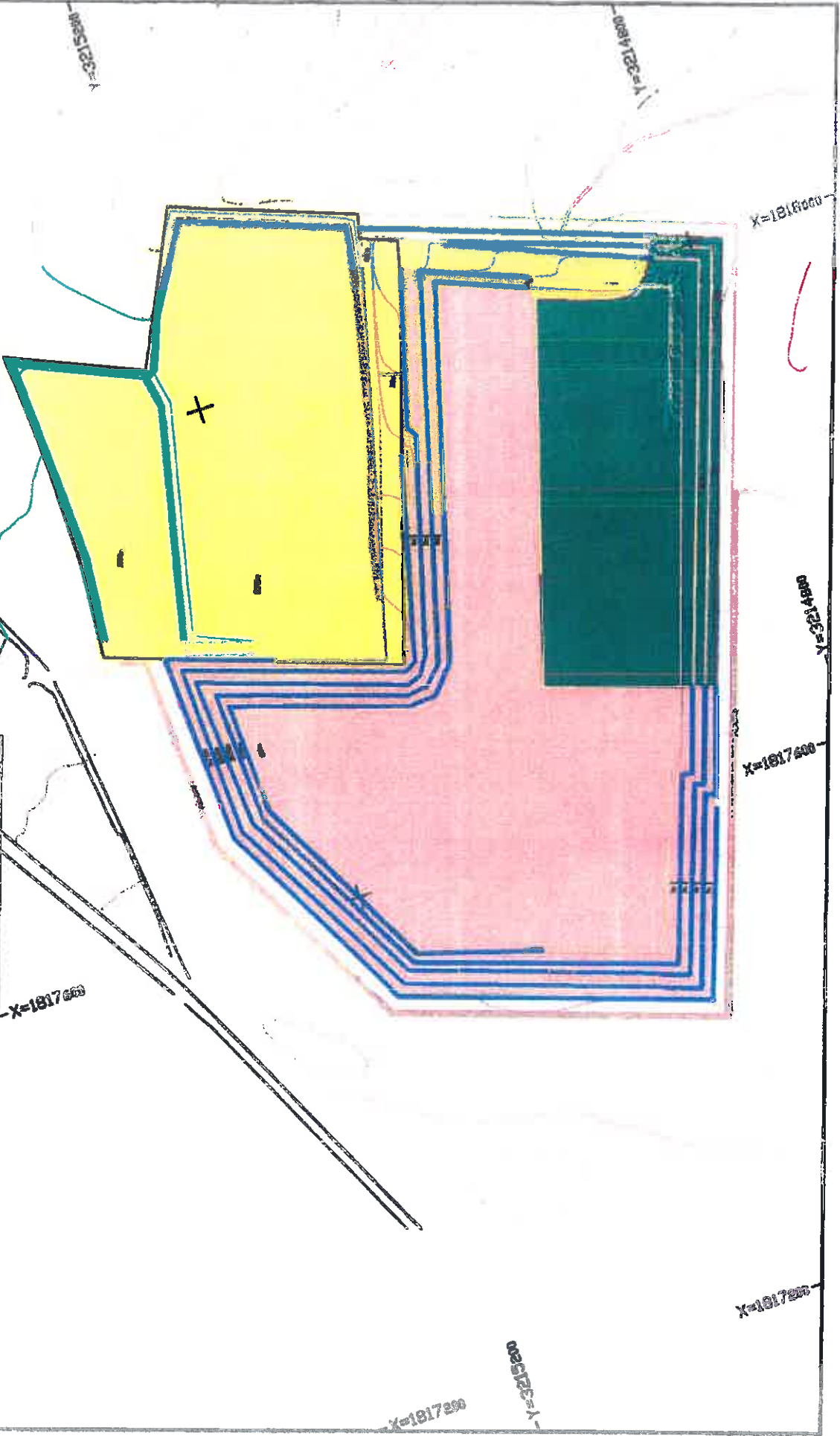
PLAN DES GARANTIES FINANCIERES PHASE 6 : DE 25 A 30 ANS

Commune de Saint Laurent
de Verneds (36)
CAUNTOLI SAS

- 01 : Périmètre des parcelles
 et des zones de protection
 des ouvrages
 (voir plan de situation)
- 02 : Périmètre des parcelles
 et des zones de protection
 des ouvrages
 (voir plan de situation)
- 03 : Lignes de haute tension
 (voir plan de situation)
- 04 : Lignes de moyenne tension
 (voir plan de situation)

Echelle 1/5000

1er trimestre 1996



Annexe 3-1



PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION PHASE 1 SITUATION A + 5 ANS

- Limite de la demande
- Limite de l'exploitation

ESR 0250 | Coordonnées Lambert 83 - NAD83/RSR | 20 décembre 2011

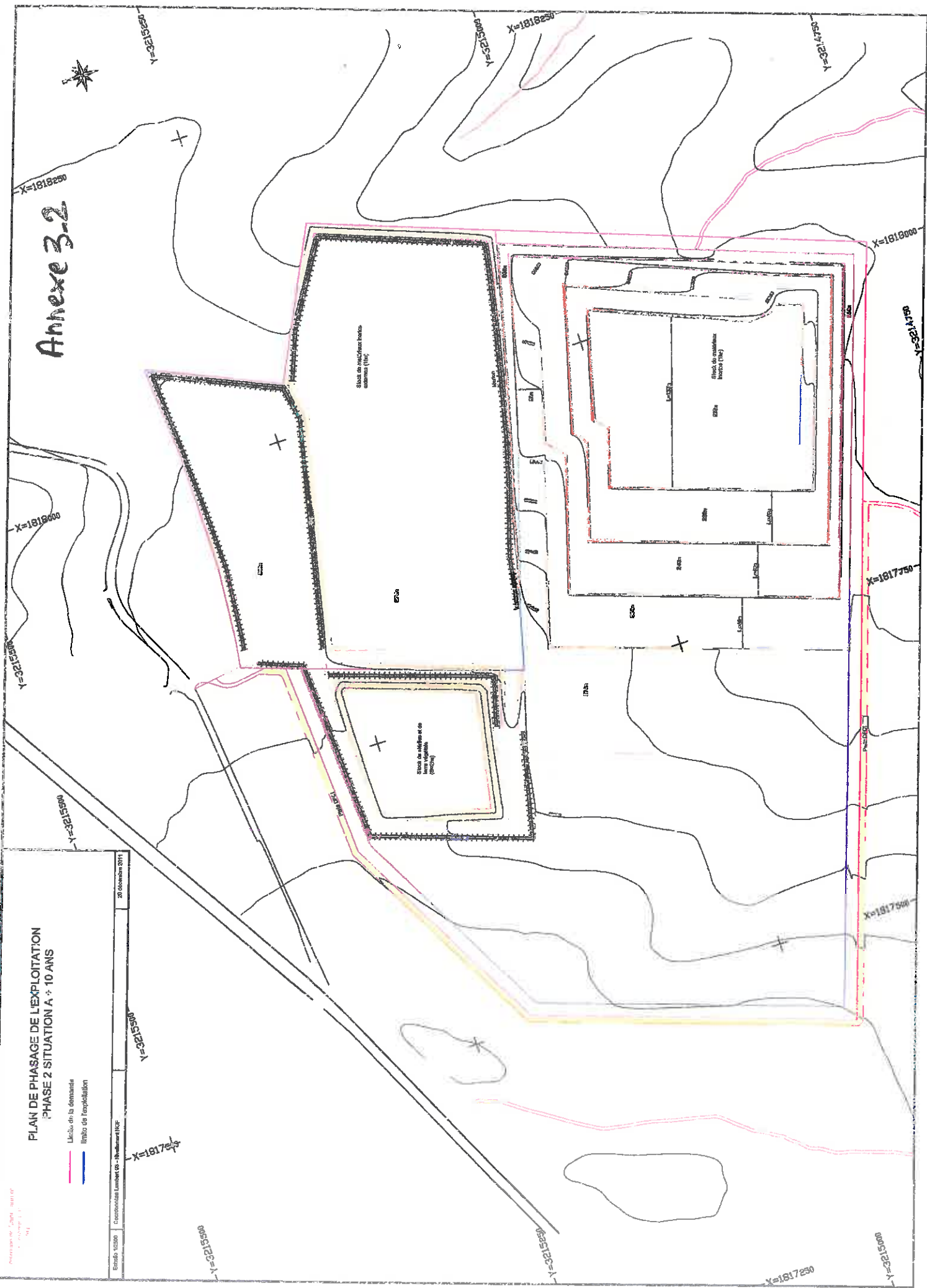


PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION
PHASE 2 SITUATION A - 10 ANS

- Limite de la demande
- Limite de l'exploitation

Échelle: 1:2500 | Coordonnées Lambert (Q.C. - NAD83) | 20 décembre 2011

Annexe 3-2



Annexe 33



PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION PHASE 3 SITUATION A + 15 ANS

— Limite de la demande
— Limite de l'exploitation

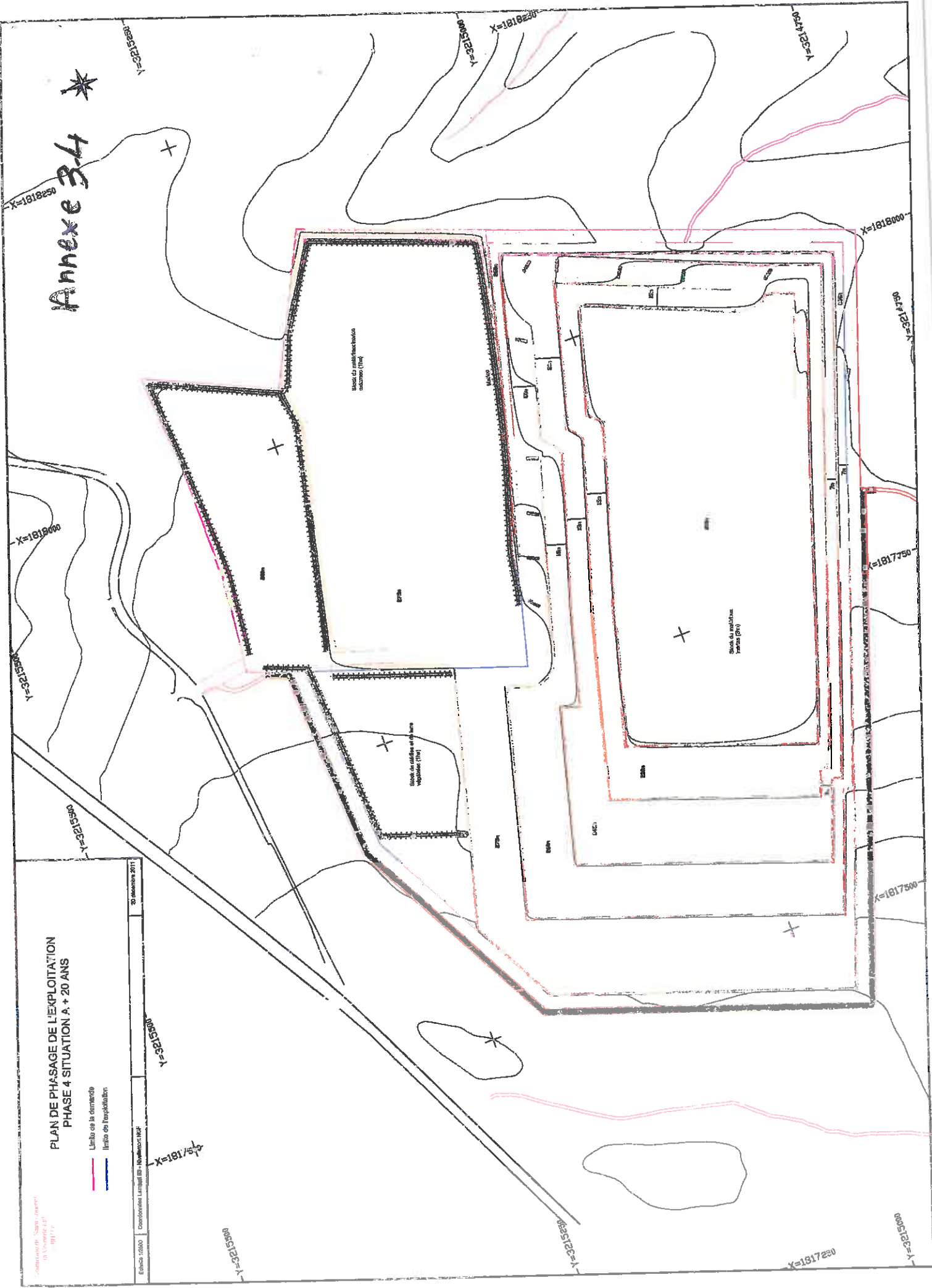
ESMA 10200 | Coordonnées Locales (9 - Nivellement NGF) | 20 décembre 2011

Etat de maintenance
normal (10%)

Etat de maintenance
normal (10%)

Etat de maintenance
normal (10%)





PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION
 PHASE 4 SITUATION A + 20 ANS

- Límite de la demanda
- Límite de explotación

ESCALA 1:5000
 20 noviembre 2011
 Coordenadas UTM (ETRS - Nuevos datos)

Annexe 3.4





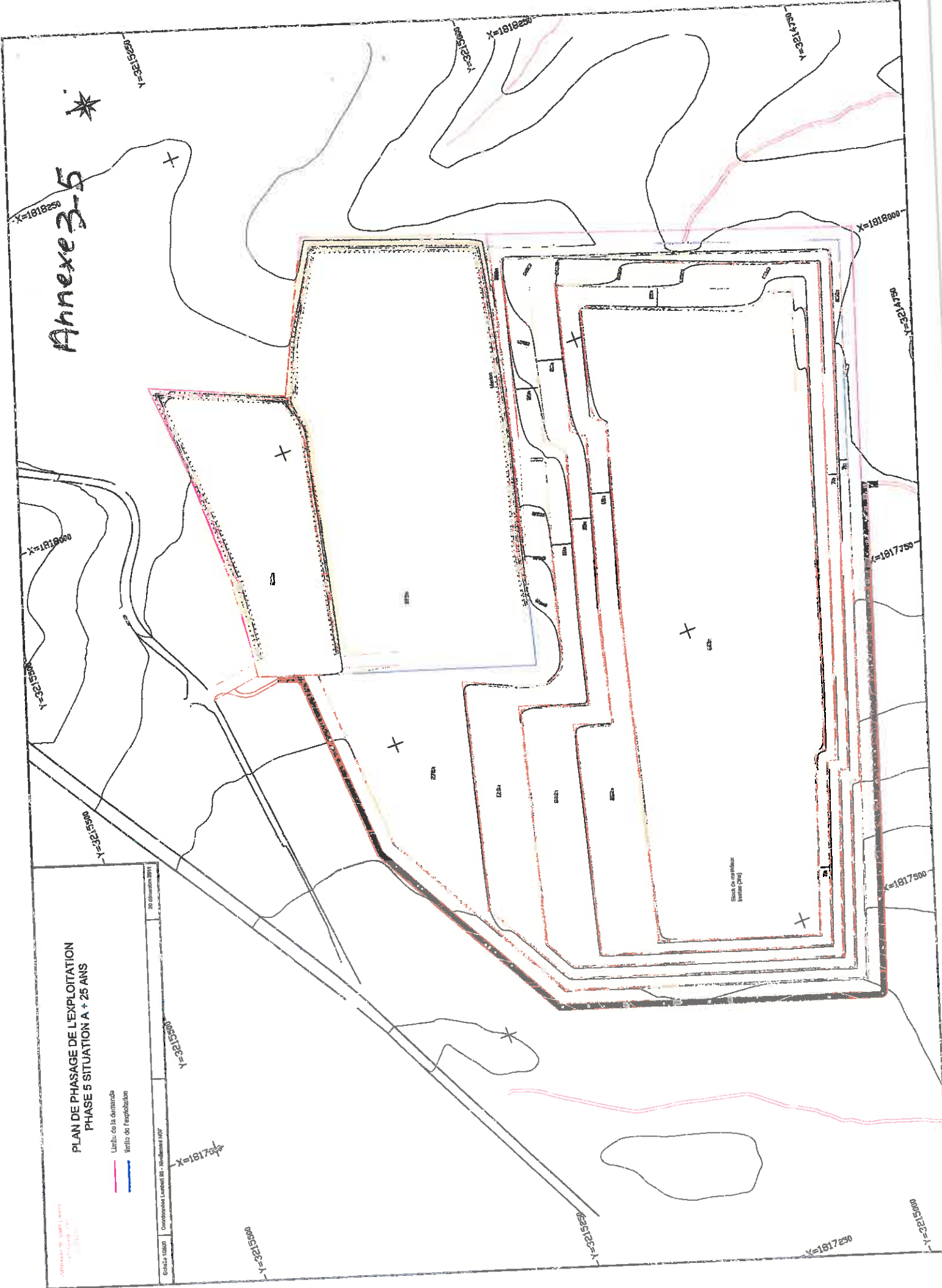
Annexe 3-5



PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION
 PHASE 5 SITUATION A + 25 ANS

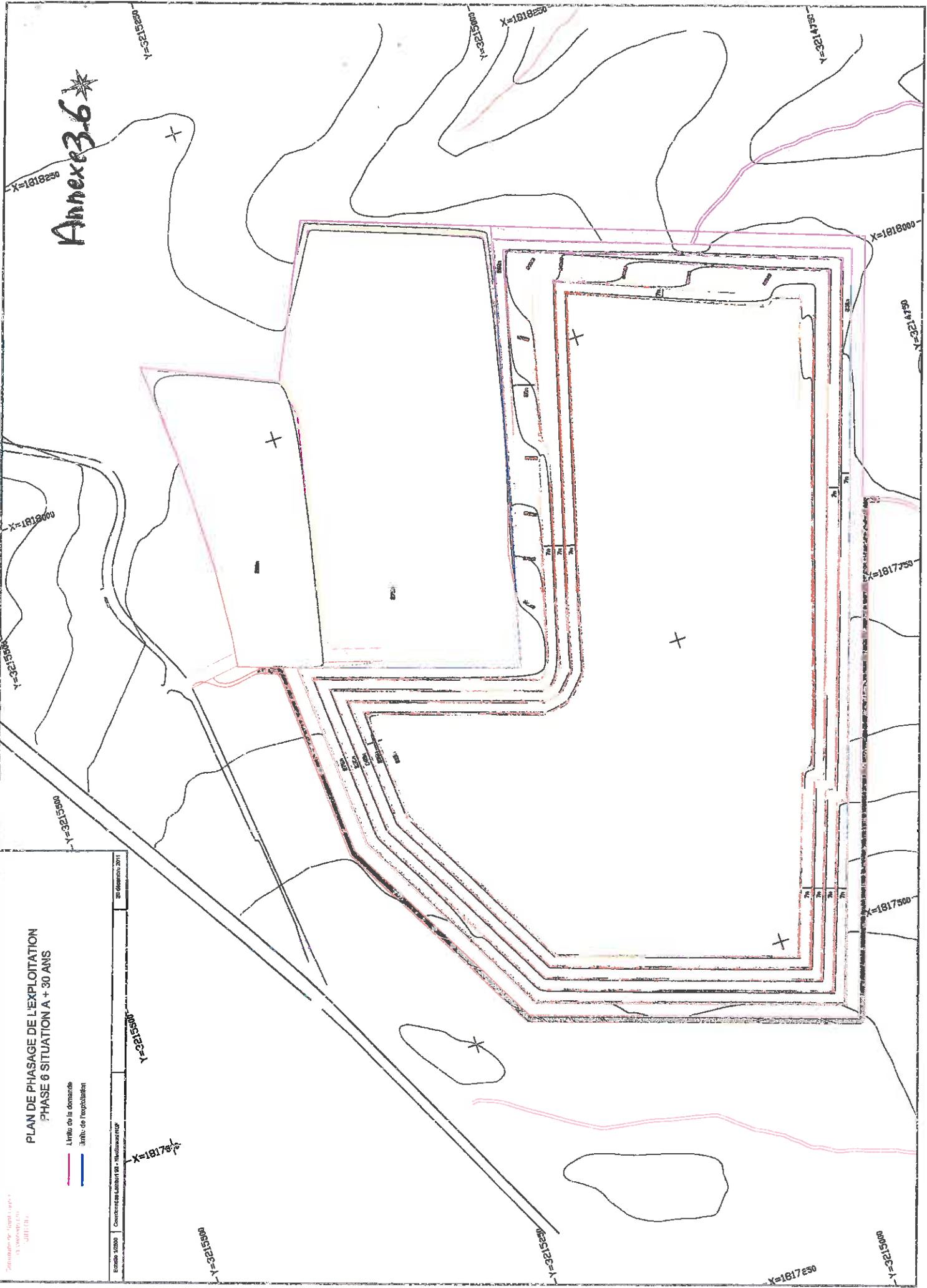
- Limite de la demande
- Limite de l'exploitation

Géohis 15067 | Coordination: Laurent B. - Michel M. HOF | 20 décembre 2011 | 085126-A



Coordination: Laurent B. - Michel M. HOF
 20 décembre 2011

Annexe 3.6



PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION
PHASE 6 SITUATION A + 30 ANS

- Ligne de la demande
- Ligne de l'exploitation

Échelle: 1:5000
Commande: Laitbur 10 - Neuchâtel 2011
20 Mars 2011

Zürcherer & Partner AG
11, Avenue de
Jolimont

ANNEXE 4A

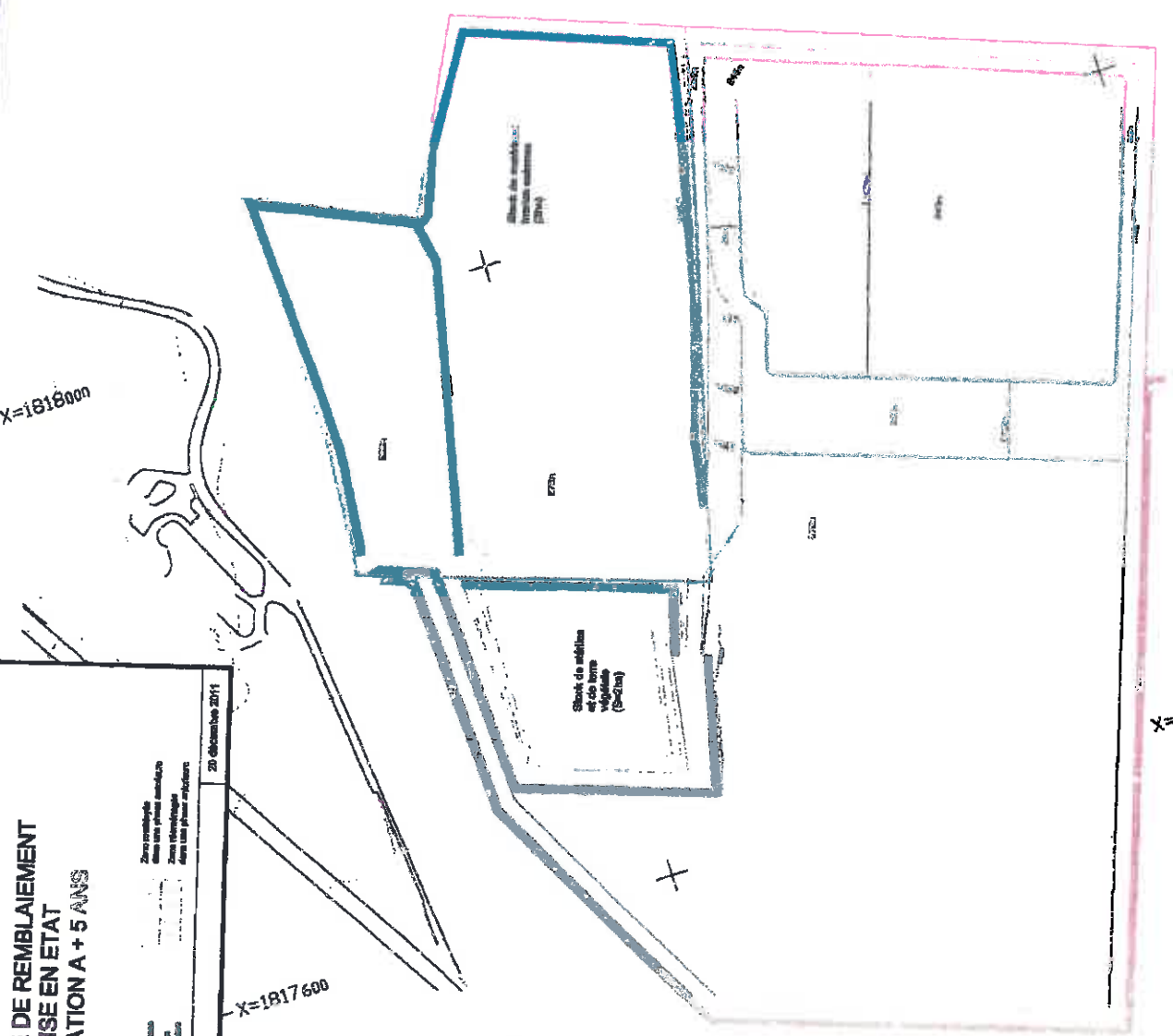
Communauté de Saint-Laurent
la Verrière (30)
QUINTOLISSAS

PLAN DE PHASAGE DE REMBLAIEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 1 SITUATION A + 5 ANS

- Mur de la zone
- Limites de l'opération
- Zone à remblayer
- Zone à remettre en état
- Zone à végétaliser
- Zone à planter
- Zone à planter (arbres)
- Zone à planter (haies)
- Zone à planter (buissons)
- Zone à planter (autres)

0005123C-X

20 décembre 2011



X=1818000

X=1817600

X=1817200

X=1817200

0005123C-X

X=1817600

0005123C-X

X=1818000

Y=3214600

Y=3215000

ANNEXE 4-02



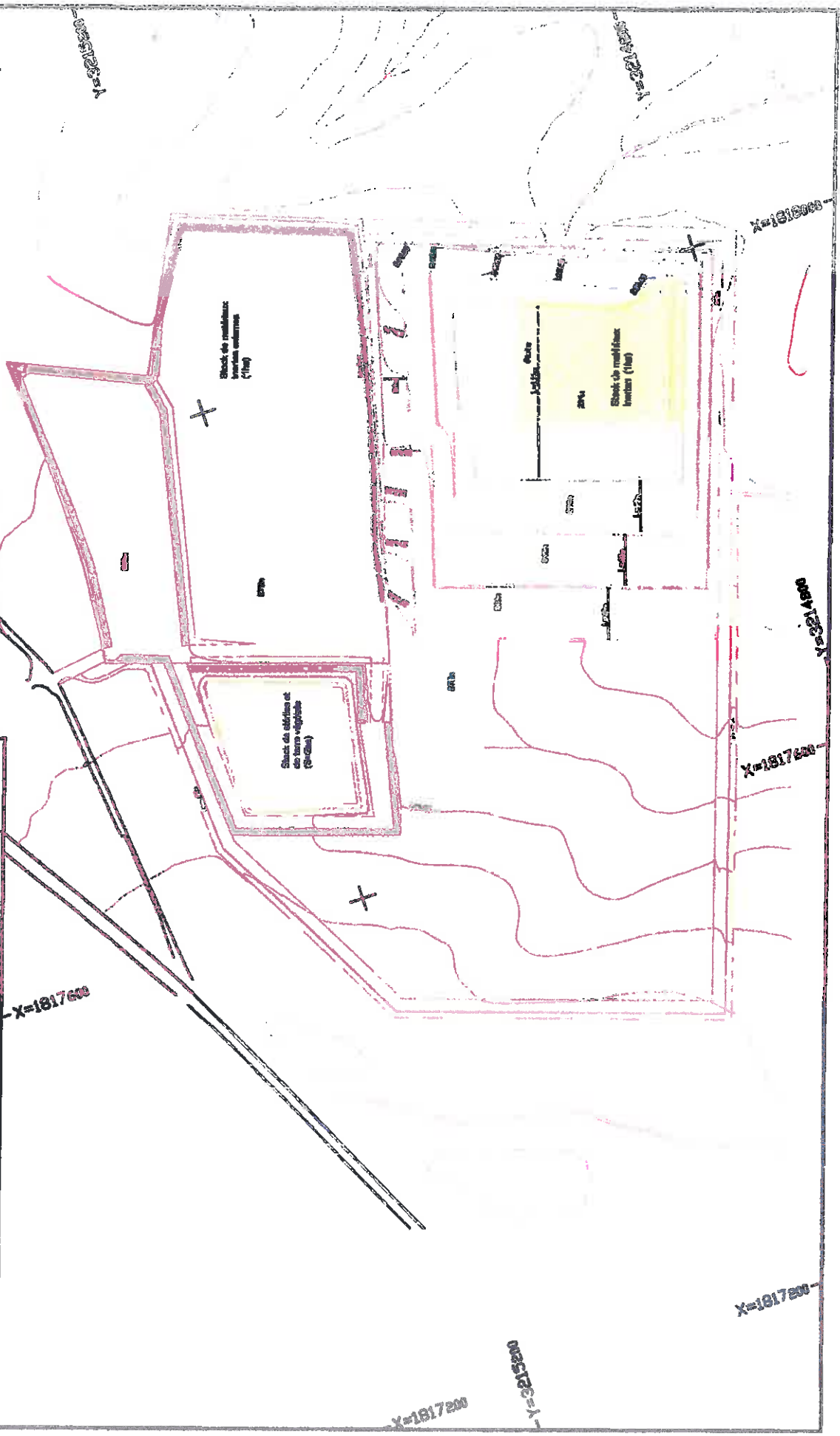
PLAN DE REMBLAEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 2 SITUATION A + 10 ANS

Commune de Saint-Laurent
la Vernède (30)
QUINTOLI SAS

	Limite de parcelles M.S. 13 12 2013
	Zone remblayée de classe 1 ^{re} Zone remblayée de classe 2 ^e
	Zone remblayée de classe 3 ^e Zone remblayée de classe 4 ^e
	Zone remblayée de classe 5 ^e Zone remblayée de classe 6 ^e

Echelle 1:500 Coordonnées Lambert 93 - NAD 83/NGF

ZN classée en SSI1



ANNEXE 4-3

PLAN DE PHASAGE DE REMBLAIEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 3 SITUATION A + 15 ANS

Commune de Saint-Laurent
la Vernède (30)
GUINTOLI SAS

	Mur de la clôture
	Mur de la végétation
	Zone végétalisée au cours de la phase
	Zone à réaménager au cours de la phase
	Zone à réaménager au cours de la phase
	Zone à réaménager au cours de la phase

Etat : 30/03/2020
Commune de Saint-Laurent (30) - Remblaiement 100%

30 Mars 2020 20:11



X=181800

Y=321550

Y=321450

X=181900

Y=321400

X=181700

X=181700

X=181700

Y=321500



ANNEXE A-4

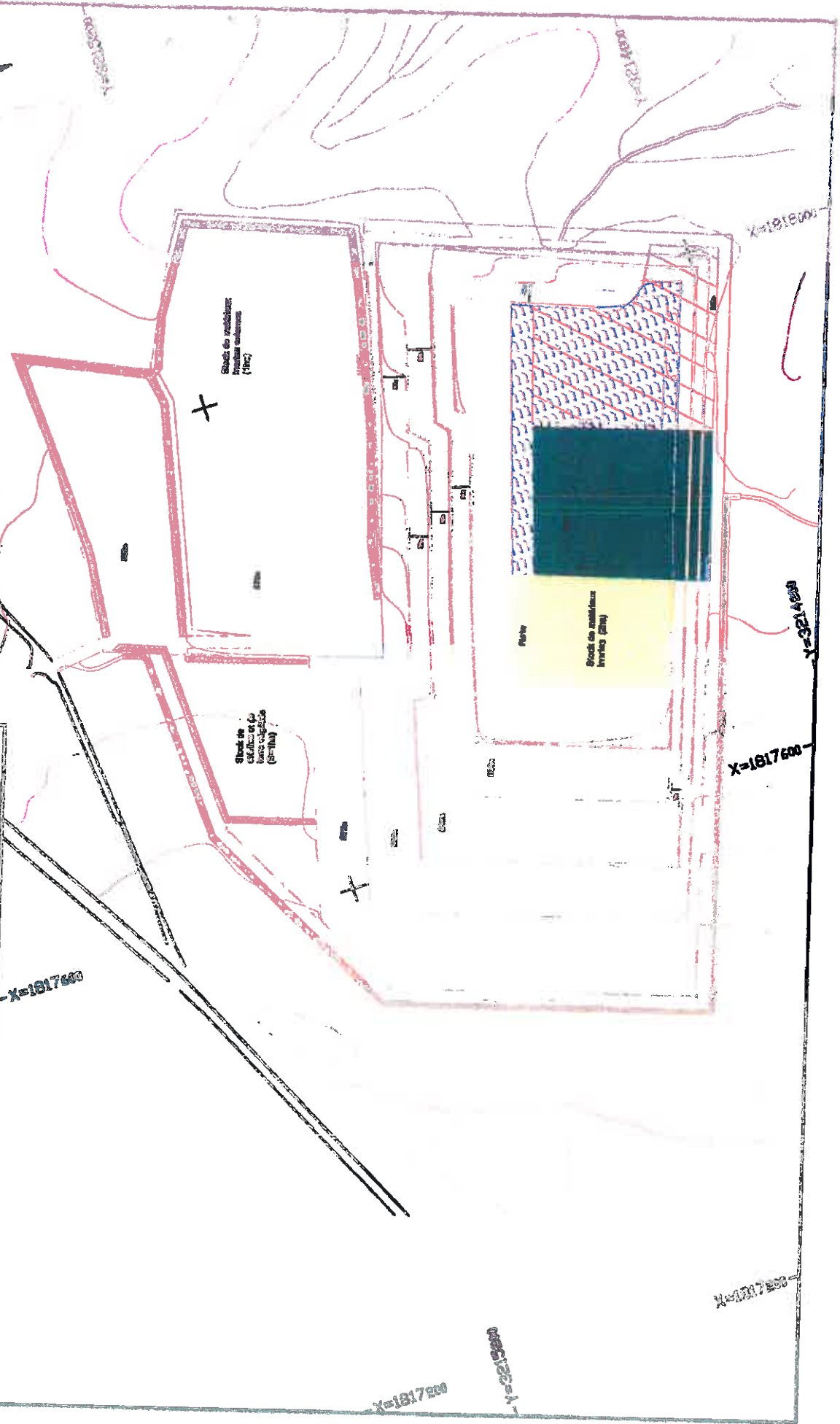


PLAN DE PHASAGE DE REMBLAIEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 4 SITUATION A + 20 ANS

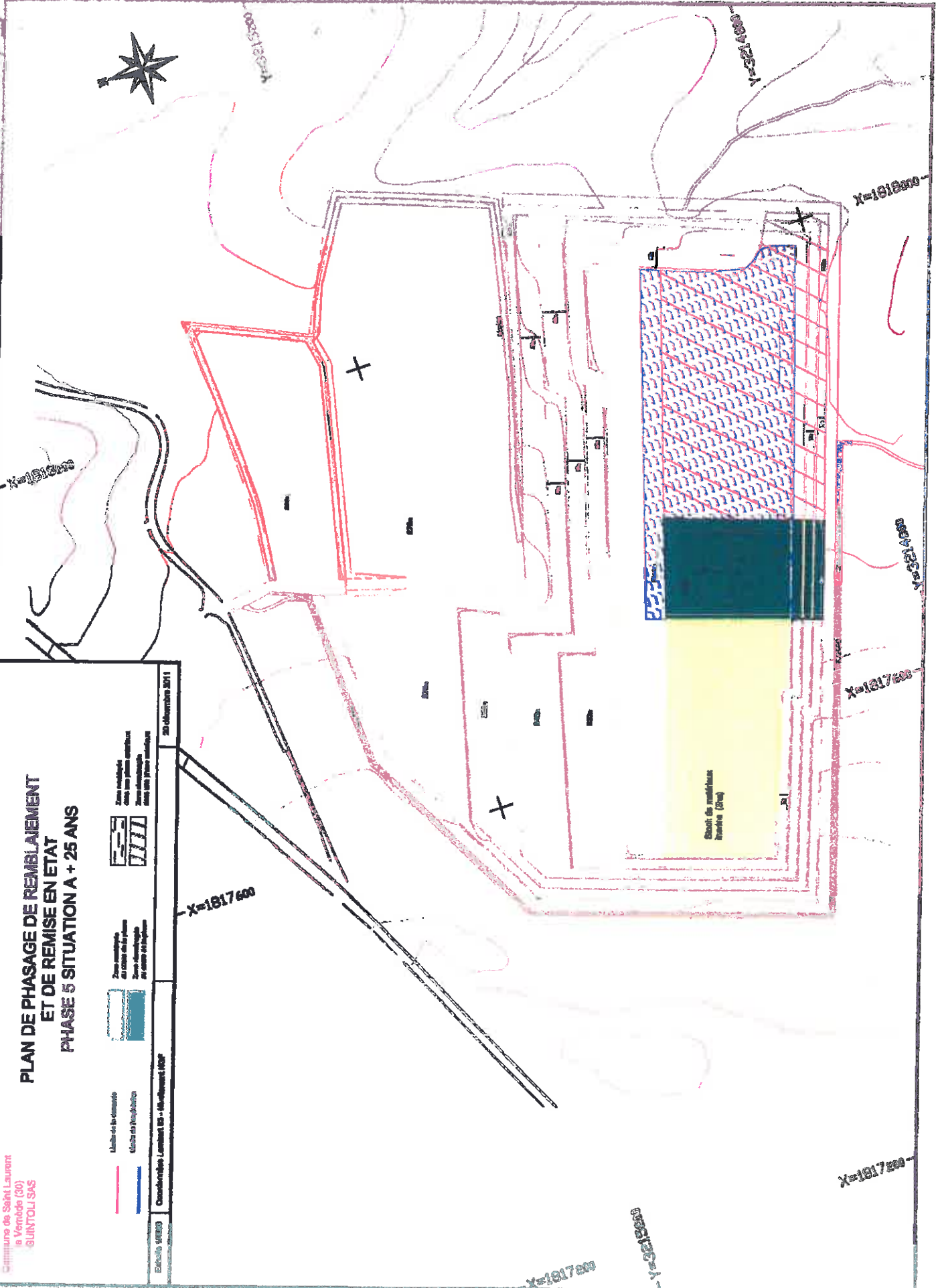
Compagnie de Saint Laurent
la Verrière (30)
GUNTOLI SAS

	Limite de la démolition		Zones aménagées de nature de la phase		Zone à démolir
	Marchés de l'implantation		Zones aménagées en nature de la phase		Zone à démolir
	Coordonnées Lattes 89 - rétro-projection UTM		Zones aménagées en nature de la phase		Zone à démolir

20 Décembre 2017



ANNEXE 4-5



PLAN DE PHASAGE DE REMBLAIEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 5 SITUATION A + 25 ANS

Geomètres de Saint Laurent
la Vermède (60)
GUNTOLI SAS

- Lignes de cheminée
- Zone à remettre en état
- Zone à réaménager
- Zone à remettre en état (20%)

Échelle: 1/5000 Date: 20 décembre 2011

Coordonnées Lambert 83 - Affichage NGF

X=1817200

Y=3212000

X=1817300

Y=3211900

X=1818000

Y=3212000

X=1817200

X=1817600

ANNEXE 4-6



PLAN DE PHASAGE DE REMBLAIEMENT ET DE REMISE EN ETAT PHASE 6 SITUATION A + 30 ANS

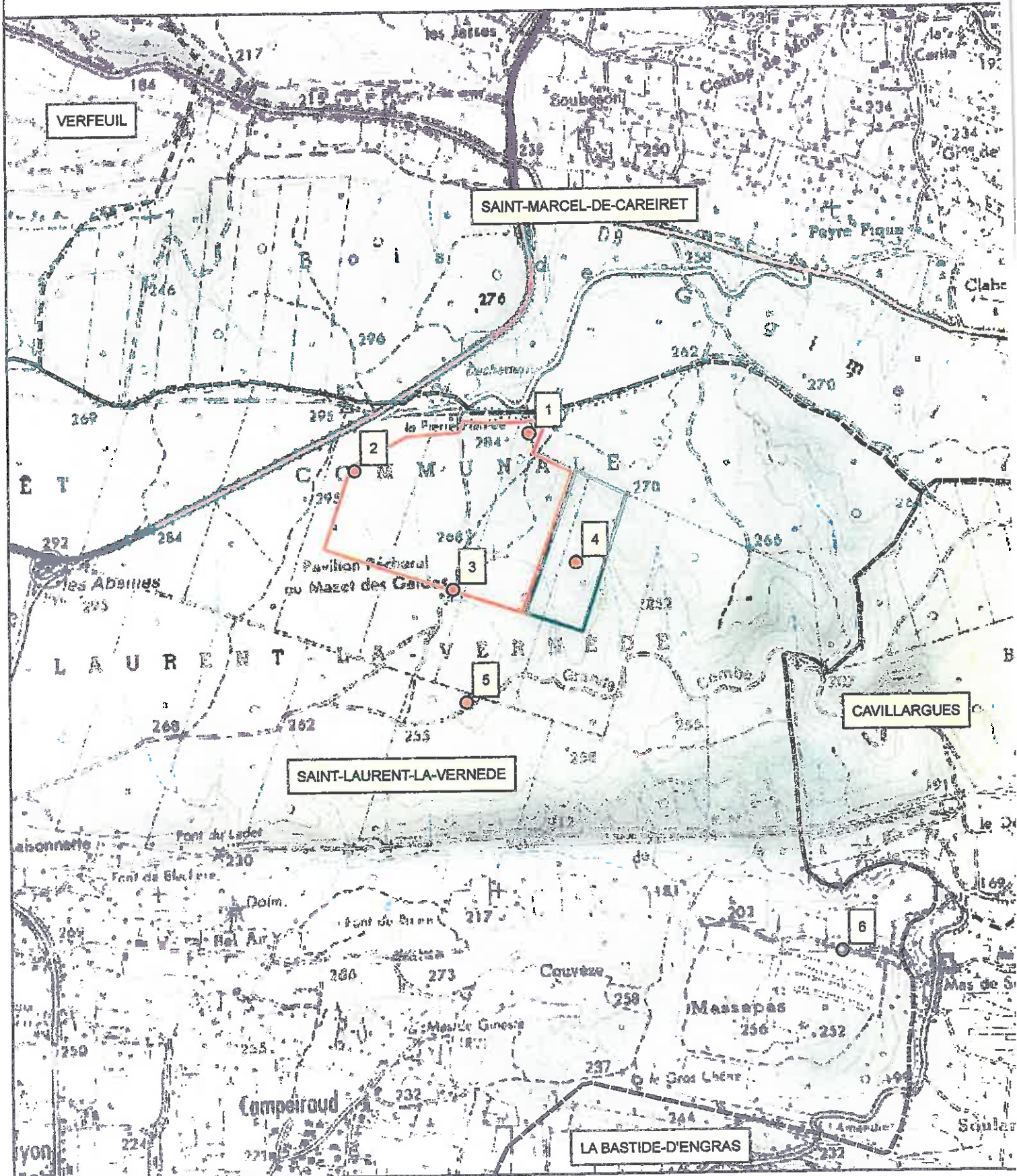
Compagnie de Sàhri Laurent
à Vermède (90)
QUINTOLI SAS

- Mur de clôture existante
- Limites de propriété
- Zone remblayée en état de la phase
- Zone aménagée en état de la phase
- Zone à réaménager en état de la phase
- Réaménager en état de la phase

Etat: 06/2017
Construction: Lancement CO - Règlement NCF
29/05/2017

X=1817200
Y=3214000

CARTE DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES



Légende

- point de mesure
- Périmètre projet
- Zone d'évitement du Busard cendré
- Limites de communes

Source: IGN Scan 25, 2009

1:15 000



